

# Le Cheminot de France



Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Professionnels des Cheminots de France et des Colonies

Rédaction et Administration : 5, rue Cadet, PARIS (9°)

Téléphone : TAITBOUT 40-91

Chèques Postaux : Paris 26-44

Abonnement : 10 francs



## LE CONGRÈS...

Réclame l'abolition pure et simple des Décrets-Lois et le retour au régime statutaire, le seul légal aux yeux des Cheminots.

## Propagande ! Propagande !

Notre XVI<sup>e</sup> Congrès Fédéral est terminé. Il a marqué la fin de l'étape qu'on vient de couvrir, avant d'entreprendre l'ascension plus rude, vers le sommet.

Ce Congrès de 1936 doit être pour nous le point de départ d'une action de propagande intensive, destinée à amener à notre Fédération les inorganisés, dont la masse reste énorme. Il faut donc que tous les militants, et ils étaient nombreux, qui ont assisté à ce Congrès, prennent la ferme résolution d'être les apôtres du Syndicalisme Chrétien.

Pour cela, il suffit qu'ils aient conscience, sans fausse modestie, d'être de la race de ceux auxquels le Christ a dit : *Vous êtes le pain et le sel de la terre.*

Le pain et le sel, deux aliments qui semblent peut-être bien modestes aux raffinés de ce siècle. Pourtant, si l'un y réfléchit, sans eux toute nourriture semblerait fade et insipide, comme semble terne et dénuée de saveur toute doctrine qui prétend faire le bonheur de l'humanité sans asseoir ses bases sur le principe de la dignité humaine.

Le Syndicalisme Chrétien voit dans l'homme autre chose qu'un être de chair ayant de seuls besoins matériels, mais il se préoccupe de ses aspirations intellectuelles et spirituelles.

Il prétend que l'homme ne saurait se contenter de recevoir sa subsistance d'un Etat totalitaire; il exige pour l'homme l'indépendance, le droit de vivre dignement de son travail et non de recevoir des subsides, le droit de se constituer une famille bien à lui en élevant ses enfants lui-même selon ses principes.

Il prétend que, si imparfaits soient-ils, les hommes sont tous frères et que, par une bonne volonté réciproque et le respect des droits sacrés de chacun, le Capital et le Travail doivent s'entendre pour le mieux-être de tous.

Voilà les principes qui donnent au Syndicalisme Chrétien cette puissance de rayonnement qui le fait s'imposer peu à peu à la masse et que ses adversaires lui reconnaissent eux-mêmes.

Voilà ce qui nous a permis de

franchir victorieusement les épreuves de l'année 1935 et, dans la lutte contre les Décrets-Lois, de ne jamais faillir à notre doctrine.

Voilà ce qui nous a permis de résister à l'épreuve de l'Unité Syndicale et de dire avec fermeté : *Nous resterons nous-mêmes, car notre mouvement est un; nous sommes affiliés à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, nous avons notre plan d'action, celui de la C. F. T. C., qui apporte au monde moderne les suggestions capables de le sortir du chaos.*

Alors, militants, avec tout cela, n'avez-vous pas en mains tout ce qu'il faut pour vous mettre en campagne ?

Sans doute, nous le savons, certains d'entre vous luttent dans des conditions parfois très dures pour maintenir leur idéal.

Mais il faut que TOUS prennent part à la bonne bataille : RESISTER, C'EST BIEN ; PROGRESSER, C'EST MIEUX.

Il faut aller de l'avant, il faut reciter parmi ceux qui ont assez de dignité pour ne pas se laisser intimider par les menaces d'Organisations qui se targuent d'être les plus fortes.

Nous pouvons, nous aussi, être FORTS; c'est à nous de VOULOIR le triomphe de nos idées, de notre idéal.

PROPAGANDE ! telle doit être notre devise.

Propagande, mais comment ? D'abord par notre journal; faites-le lire autour de vous, signalez aux fidèles, aux hésitants, les articles propres à les intéresser, à les convaincre.

Mais encore, et surtout, faites de la propagande individuelle, elle est la plus efficace et TOUS vous pouvez être propagandistes.

Militants, à l'ouvrage ! Que notre Congrès de 1936 donne le signal d'une nouvelle marche en avant. Tous, la main dans la main, luttons avec confiance, non seulement pour défendre nos principes, mais encore pour leur conquérir de nouveaux adeptes, afin que notre Fédération vive plus forte et plus belle.

Le Propagandiste.

## A PROPOS DE L'UNITÉ

### Mise au point

Dans une réponse à un tract sur l'Unité, réponse parue dans la *Tribune des Cheminots* du 15 avril dernier, SERVAL apporte ses observations — ce qui est son droit — en se défendant de polémique, mais simplement pour essayer d'éclairer nos camarades qui peuvent encore être trompés.

Je me permettrai d'en faire autant. Cela me sera plus facile, étant mieux documenté que SERVAL, car, non content d'avoir en mains notre tract et sa réponse, je me suis donné la peine de les lire tous les deux.

En effet, SERVAL écrit, laissant croire qu'il reproduit le tract en question, que nous, Cheminots Chrétiens, sommes d'accord avec les Unitaires et les Confédérés sur les réformes à apporter au régime actuel et il brode là-dessus en faveur de l'Unité totale, complète, de tous les Cheminots, puisque, d'après lui, nous reconnaitrions que nous sommes d'accord.

Or, notre tract, que j'ai sous les yeux, dit au contraire : *NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD*, etc.

Je regrette qu'on puisse défigurer ainsi un texte et qu'on nous fasse dire exactement le CONTRAIRE de ce que nous écrivons.

Pour mes camarades et moi-même, qui avons appartenu jadis à la C.G.T., et, par conséquent, avons fait l'expérience de l'Unité, nous sommes fixés et trouvons inutile de recommander puisque nous ne croyons pas l'Unité possible dans l'état actuel des esprits. Est-ce que nos camarades unifiés pourraient nous reprocher d'avoir un autre idéal que le leur et de nous efforcer de le servir de toutes nos forces et de toute notre âme ?

Un certain nombre de nos syndiqués ont des convictions religieuses auxquelles ils sont profondément attachés. SERVAL oserait-il affirmer que ces conceptions n'ont jamais été attaquées par ses camarades, soit en réunion, soit dans le Journal corporatif ou les différents Organes régionaux ? Et ceel non seulement dans le passé, mais nous pourrions encore apporter une foule de textes 1936, si nous ne craignons pas d'allonger cet article.

Quant au Régime capitaliste, nous n'avons pas du tout pour lui le respect profond qu'on veut bien nous prêter. Nous sommes les premiers à en dénoncer LES ABUS dont nous ressentons, nous aussi, les funestes effets, mais nous avons la conviction — et je ne parle pas de certaines conceptions économiques et sociales auxquelles nous ne souscrivons pas — qu'on ne reconstruit pas en écartant délibérément les forces morales et religieuses que les milieux unifiés ont trop tendance à bafouer et à ridiculiser.

Nous avons connu, jadis, une foule de camarades qui nous tenaient le même langage que SERVAL. On nous disait : *passés à l'Unité*. Pour la plupart, poursuivant uniquement leur intérêt personnel, ils ont accepté de se faire les valets d'un capitaine qu'ils voulaient détruire et ils ont une attitude sociale plus que douteuse. Voyez ateliers d'Épernay.

Au sein de tous ces renoncements, nous avons du moins la fierté d'être restés nous-mêmes.

Nous saluons avec joie ce jour où l'on comprendra enfin qu'un amoindrissement des forces spirituelles équivaut presque toujours à une poursuite plus âpre des intérêts égoïstes et à un affaiblissement du dynamisme des masses vers l'intérêt général ou le bien commun.

Donc, en conclusion, accord avec tous, répétons-le, lorsqu'il s'agit d'une revendication précise que nous estimons juste. Et là-dessus, nous avons donné des preuves de notre loyauté; nous sommes encore prêts à le faire. Mais adhérer à une Organisation dont les idées qui inspirent son action sont si loin des nôtres, nous ne le pouvons pas.

J. Regnaud.

## Le XVI<sup>e</sup> Congrès de notre Fédération qui s'est tenu à Paris les 8, 9 et 10 mai a obtenu un très gros succès

### IMPRESSIONS DE CONGRÈS

Notre XVI<sup>e</sup> Congrès Fédéral a réu ! et avec lui ont passé, les 8, 9 et 10 mai, d'inoubliables journées ! Et ceux d'entre nous qui sont partis peut-être inquiets, anxieux de connaître après une année où se sont produits tant d'événements, notre force en même temps que celle du Syndicalisme Chrétien, sont repartis, j'en suis sûr, joyeux et confiants.

L'Unité Syndicale réalisée entre les deux C. G. T. n'allait-elle pas ébranler les fondements même de nos Organisations ? La Crise économique qui persiste n'avait-elle pas découragé de bonnes volontés ? Témoins des injustices sociales qui se sont produites depuis le Congrès Fédéral de 1935 par l'application des scandaleux Décrets-Lois de juillet, nos amis ne s'étaient-ils pas découragés et nos effectifs se maintenaient-ils ? Autant de questions qui ont été résolues à la satisfaction de tous.

L'impression d'ensemble dégagée de ces trois journées vécues fraternellement au milieu de militants et amis venus de tout le pays est une impression de force calme et de confiance absolue.

Les Rapports qui furent discutés tant sur la Coordination des transports que les Revendications des jeunes, etc., démontrent une fois de plus le travail profond accompli par des militants dont peuvent s'honorer à la fois le Syndicalisme et la Profession. Ce Congrès fut calme dans les discussions, où chaque intervention eut certes son tempérament propre, mais où ne fut jamais débordé le cadre de l'intérêt commun. Savoir ainsi ne considérer l'intérêt particulier que dans la mesure où il sert l'intérêt général, c'est vraiment le signe des forts ! Et ce fut celui de notre Congrès !

Et notre confiance, ébranlée peut-être, camarades délégués, n'est-elle pas sortie renforcée lors que nous écoutions avidement ZIRNHELD nous exposer avec son éloquence chaude et persuasive le Plan de la C.F.T.C. ? Plan d'ensemble jetant des bases solides à la société que nous rêvons, qui seul a su mettre en évidence l'émouvante dignité de la personnalité humaine avec ses légitimes exigences, qui, à l'inverse d'autres plans, a su mettre en relief qu'il ne devait pas y avoir seulement entre le Capital et le Travail une lutte à mort, mais plutôt une compréhension réciproque. Plan qui s'est concrétisé sous forme de propositions de loi qui, approuvées et appliquées, permettraient aux travailleurs d'avoir leur place au soleil et feraient disparaître de leurs

logis cette misère imméritée flétrie par l'Encyclique.

Et puis, quelle impressionnante manifestation que celle qui, chaque année, au Banquet de clôture, nous permet d'adresser à l'un d'entre nous désigné comme le modèle du militant, l'hommage de notre sympathie et de notre admiration ! L'émotion du Congrès ne fut-elle pas à son comble, encore cette année, lorsque fut désigné le Lauréat du Prix Michon pour 1936 ? Ce sont les déconcentrés ignorés souvent mais toujours féconds qui furent applaudis et récompensés lorsqu'en fut désigné le bénéficiaire, notre camarade REGNAUD, du Réseau de l'Est.

Peut-on oublier enfin l'ovation qui fut faite à l'adresse de M. NIVARD, Président des Cheminots de l'Internationale, venu tout exprès de Hollande pour assister à nos travaux ? Elle s'adressait, certes, à sa personne, pour lui exprimer combien sa présence était agréable aux Cheminots Français, mais, par-dessus sa personne, elle allait à tous les Cheminots des autres Nations. Le Syndicalisme Chrétien ne connaît pas la limite



Joseph REGNAUD,

des frontières. Et il devient ainsi à notre époque le facteur de cette paix totale dont rêve l'humanité.

Journées de collaboration confiante, journées de joie, journées d'espoir !

Camarades Cheminots, le Congrès a donné les consignes qui vous seront transmises par vos délégués. A l'œuvre donc dès maintenant pour faire aboutir nos revendications. Mais à l'œuvre avant tout pour former nos militants, pour recruter et assurer à notre doctrine la première place dans le Pays. Si vous le voulez et si vous savez répondre à ce qu'attendent de vous ceux qui ont la lourde charge de diriger les destinées du Syndicalisme Professionnel, les heures sombres que nous vivons passeront, et l'heure de la Justice et de la Liberté sonnera !

P. Sauvat.

Réseau P. L. M.

### RESOLUTION ADOPTÉE

#### DES L'OUVERTURE DU CONGRES

Le Congrès de la Fédération des Syndicats Professionnels des Cheminots de France (C. F. T. C.), réuni à Paris, le 9 mai 1936, tient, dès le début de ses travaux, à renouveler l'énergique protestation élevée par le Bureau Fédéral, contre les Décrets-Lois du 16 juillet 1935 et les mesures arbitraires et immorales qui en ont découlé.

Constatant que ces mesures n'ont, d'ailleurs, fait qu'aggraver, ainsi qu'il était prévu, la situation difficile qu'elles devaient améliorer, Le Congrès réclame l'abolition pure et simple des Décrets et le retour au régime statutaire, le seul légal aux yeux des Cheminots ;

Donne mission au Bureau Fédéral de poursuivre avec énergie la réalisation de ce vœu, et passe à l'ordre du jour.

#### ORDRE DU JOUR DE CLOTURE

La Fédération des Cheminots de France et des Colonies (C.F.T.C.), fidèle à ses principes et à sa ligne de conduite de toujours et mettant au premier plan de ses préoccupations les intérêts professionnels, économiques et sociaux dont elle a la garde,

Entend demeurer, aujourd'hui comme dans le passé, respectueuse des Pouvoirs établis, et se déclare prête à apporter la collaboration la plus loyale à tous ceux qui voudront entreprendre une politique hardie de réalisations sociales, dans le cadre des Libertés démocratiques et, notamment, des Libertés syndicales ;

Maintient son opposition catégorique aux injustices des Décrets-Lois, dont elle persiste à demander l'abrogation ;

Réclame une refonte du régime des Chemins de Fer, s'inspirant du projet élaboré de longue date par la Fédération ;

Insiste pour qu'enfin, soit entreprise une coordination rationnelle de l'ensemble des transports, qui tienne compte des exigences du bien commun et sauvegarde les intérêts légitimes du personnel ;

Rappelle ses revendications antérieures et notamment :

Les 21 jours de congé ;

La semaine de quarante heures et, en attendant, l'abrogation des abus entraînés par la réglementation actuelle ;

Le maintien des garanties statutaires à l'ensemble du personnel des Chemins de Fer, et, en particulier, la titularisation dans le cadre permanent des nombreux auxiliaires et journaliers ;

Affirme sa solidarité avec les travailleurs pour le maintien des Lois sociales et des conditions normales d'existence.

## Séance du samedi matin

OUUDIN, Président Fédéral, entouré de MONTALIS, Vice-Président; DUFOUR et VIELLEFON, Président et Vice-Président honoraires; DARNET, Secrétaire Fédéral; Gaston TESSIER, Secrétaire Général de la C.F.T.C.; et M. NIVARD, Président de la Fédération Internationale des Cheminots Chrétiens, ouvre la séance à 9 h. 30.

Après avoir remercié les nombreux camarades présents, il se réjouit de voir à ses côtés M. NIVARD ainsi que Gaston TESSIER et les remercie en termes chaleureux.

Le Président de la Fédération Internationale remercie de l'accueil qui lui est fait et formule les vœux les plus sincères pour le succès du Congrès.

Le Bureau de séance est alors ainsi constitué : Président, GRIMAULT (Etat). Assesseurs, PERY (Bordeaux-Midi) et KAMMES (Metz).

Après quelques mots de remerciements du Président, on passe à la discussion du rapport moral, chapitre par chapitre.

### RAPPORT MORAL

Situation des Chemins de Fer dans l'économie générale.

PAILLIEUX (Etat) présente, au nom de son Réseau, un projet de vœu constatant l'action néfaste des Décrets-Lois sur l'économie du pays en général et sur celle des Chemins de Fer en particulier et demandant leur abrogation.

GARNIER (Nord) demande d'incorporer dans le vœu Etat quelques mots soulignant l'immoralité de la plupart des Décrets-Lois.

LACASSAIGNE (P.O.) demande un texte flétrissant l'attitude des Parlements qui ont accordé les Pleins pouvoirs

au Gouvernement, souscrivant ainsi par avance aux dispositions qui seraient prises par le Décret.

DARNET, Secrétaire Fédéral, dit que le Bureau Fédéral a toujours été hostile aux Décrets-Lois et est d'avis d'adopter le vœu.

PAILLIEUX (Etat), après avoir modifié le vœu dans le sens indiqué par GARNIER, estime que le fait de condamner l'œuvre est une réprobation suffisante pour les auteurs. Après de nouvelles interventions de LACASSAIGNE (P.O.), SCHMITT (A.-L.), DELSERT (Nord), IACQUART (Est), le vœu qu'on a lu d'autre part est adopté.

### Action Fédérale

DELSERT demande au Congrès de remercier le Bureau Fédéral pour l'action avisée et énergique qu'il a menée pendant le dernier exercice. Les applaudissements nourris qui saluent cette intervention démontrent combien l'Assemblée partage son avis.

BERTRAND (Est) fait un parallèle entre le régime des Allocations pour charges de familles attribuées aux Fonctionnaires et le nôtre; il déplore que nous ne soyons pas admis à bénéficier comme eux de l'augmentation à partir du troisième enfant et demande que le Bureau Fédéral se mette en rapport avec la Ligue des Fonctionnaires Chefs de familles nombreuses pour mener une action vigoureuse.

PAILLIEUX et BONNAMY estiment que nous sommes suffisamment organisés pour défendre les intérêts des Cheminots sur ce terrain comme sur les autres.

DARNET, au nom du Bureau Fédéral, répond que d'autres catégories d'agents

## Nécessité du Syndicat

Oui, il est nécessaire de se syndiquer : nos militants le savent et s'emploient journellement à le montrer à leurs camarades de travail dont les neuf dixièmes sont encore en dehors de toute Organisation Syndicale.

Devant l'évolution économique, la concentration des capitaux et des entreprises, la dictature économique, la complication de la vie sociale moderne, le Syndicat se révèle nécessaire pour chacune des parties intéressées à la production.

Le patronat la fait bien compris; 90 % des patrons sont syndiqués; dans certaines professions, la totalité des patrons sont organisés. Tout en tenant compte des difficultés de tous ordres qui ont pesé sur la liberté et son droit syndical, nous ne pouvons que constater : la classe ouvrière n'a pas suffisamment compris cette nécessité qui s'impose à elle si elle veut se sauver et remplir son rôle et sa mission dans la société.

L'intérêt personnel du travailleur, son devoir social de professionnel et d'homme lui indiquent qu'il doit se syndiquer.

La cause des autres travailleurs est sa propre cause.

On ne peut plus jouer à l'égoïste; autrement, c'est l'asservissement de la classe laborieuse.

Il faut que notre travail, notre profession permettent le plein épanouissement de toute notre vie : personnelle, familiale, sociale et ci-

vique. Seul le Syndicat qui veut l'organisation de la profession peut nous obtenir ce résultat.

Se syndiquer est donc non seulement un droit, mais encore le premier devoir du professionnel. Seul le syndiqué est un professionnel et plein croquerie; lui seul prend conscience de ses responsabilités de travailleur et de professionnel.

Un lien de solidarité unit les travailleurs d'une même profession entre eux : leur métier; un lien de solidarité unit tous les travailleurs des différentes professions entre eux : le travail.

L'expression de ces solidarités se manifeste dans le syndicalisme, la loi elle-même lui ayant confié la défense et la représentation des intérêts collectifs de la profession.

Ajoutons un autre argument : le salarié n'est plus en mesure de discuter d'égal à égal les conditions de travail avec son employeur. Seul le Syndicat puissant, sérieux, véritablement professionnel peut le faire.

C'est la raison d'être de nos Syndicats professionnels.

Sérieux, ils le sont : montrons-le à nos camarades ouvriers et employés.

Travailleurs à les rendre puissants : l'ordre professionnel économique et social en sera l'aboutissement.

Nos conclusions : organisation et développement de nos syndicats. C'est la tâche de tous les syndiqués.

Georges BAILLON.



LE BUREAU DU CONGRES

De gauche à droite : Péry, Darnet, Oudin, Michelin, Grimault, M. Nivard, Dufour, Lafon, Viellefon.

## Séance du vendredi après-midi

La séance est ouverte à 14 h. 15, dans la grande salle de la Maison du Peuple français, 42, rue Hermel.

De nombreux délégués sont venus de tous les Réseaux.

OUUDIN, Président fédéral, entouré des Présidents d'honneur, DUFOUR et VIELLEFON, et des membres du Bureau, souhaite la bienvenue aux congressistes et les invite à apporter dans leurs travaux la discipline et la volonté d'action qui permettront au Congrès d'aboutir à des résolutions unanimes et, s'il le faut, audacieuses.

Les délégués se réunissent ensuite en commissions pour étudier les questions suivantes :

1° L'unité syndicale et ses conséquences (rapporteur : DELSERT Léon) ;

2° La réglementation du transport des marchandises le dimanche (rapporteur : BONNAMY) ;

3° Les possibilités d'organisation

syndicale du personnel des transports (rapporteur : GARNIER) ;

4° Les revendications des jeunes agents (rapporteur : GUENARD).

Après la clôture des travaux des commissions, à 18 heures, une causerie est faite par un technicien de nos amis, que nous remercions de son bienveillant et apprécié concours, sur la nouvelle signalisation.

Après l'exposé très documenté et très complet du conférencier, une longue et utile discussion, à laquelle prennent part de nombreux congressistes, permet des mises au point extrêmement intéressantes, notamment sur la situation du personnel roulant à la suite des exigences nouvelles des Réseaux en matière d'acuité visuelle.

Des informations précises sont recueillies, qui serviront de point de départ aux études plus poussées que feront bientôt de la question de la signalisation nos commissions techniques fédérales intéressées.

Tous nos camarades de la Région Parisienne sont cordialement invités à la

## IV<sup>e</sup> KERMESE

### DE LA COMMISSION FÉMININE INTERRÉSEAUX

organisée au profit des chômeurs de la C. F. T. C., de la Caisse de Secours féminine et de la Caisse de Propagande de la Commission Féminine Confédérale.

Samedi 13 juin 1936, de 15 h. 30 à 19 h.  
Dimanche 14 juin 1936, de 10 h. à 19 h.

214, RUE LAFAYETTE  
(Mission France-Luxembourg)

Jeux et attractions. - Objets divers à prix avantageux. - Buffet

Moyens d'accès : Métro Louis-Blanc. Autobus 21, 26, 29, 50, 51, 52, A.O. M. W.



ont été défendues par des Ligues auxquelles ils étaient affiliés. Mais les ligues sont tellement nombreuses qu'il est impossible de se mettre en rapport avec chacune d'elles; l'action syndicale doit suffire. Cependant, chaque fois que cela sera possible, le Bureau Fédéral ne demande pas mieux que de s'aboucher avec les groupements importants pour se mettre d'accord en vue de mener une action parallèle.

PAILLIEUX attire l'attention sur l'argumentation de la Fédération vis-à-vis des Décrets-Lois et souligne les heureux effets de l'action menée par le Cartel inter-fédéral.

### Retraites

Après une demande d'explications de DELSERT sur les versements rétroactifs et de BERTRAND sur la situation des Agents mobilisés dans les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Sections de Chemins de fer de Campagne, Mme LEROY (P.-L.-M.) demande que la femme de l'Agent retraité bénéficie du même nombre de permis que l'Agent. Le Congrès approuve.

DUFOUT demande des précisions sur la prérogative; DARNET donne lecture de l'article 2 de la loi du 30 mars 1936 et, pour le surplus, renvoie au texte figurant en première page du *Cheminot de France* du 1<sup>er</sup> mai.

La discussion du rapport moral est interrompue pour permettre à BURTE, Trésorier Fédéral, retenu par une cérémonie de famille de présenter le

### Rapport financier

Il ressort des chiffres fournis par BURTE qu'au cours de l'exercice qui prend fin, les recettes sont légèrement inférieures à celles de l'exercice précédent, malgré la création de plusieurs nouveaux Syndicats locaux. Cette situation, qui d'ailleurs était prévue, s'explique par le fait que de nombreux syndiqués ont pris leur retraite et ne paient plus que la cotisation réduite.

D'autre part, la Fédération a dû assumer de lourdes charges et en particulier les frais occasionnés par le Congrès International des Cheminots Chrétiens.

BURTE demande donc à chacun de faire les efforts nécessaires pour recruter de nouveaux adhérents d'une part et, d'autre part, pour procurer de la publicité à notre journal, ce qui permettrait de le faire paraître bi-mensuellement.

Après un échange de vues au sujet de la prospection publicitaire auquel participent LACASSAIGNE, GILLET, GARNIER, LEROUY, PAILLIEUX, DARNET et GRIMAUD, le Congrès, au nom de la Commission de Contrôle, rend compte de la vérification comptable et en termes très applaudis demande au Congrès de voter des félicitations à

BURTE pour la parfaite tenue de ses livres et la sagesse de sa gestion. Le rapport financier est ensuite adopté à l'unanimité.

### Diminution des garanties statutaires

LACASSAIGNE attire l'attention du Congrès sur la situation des *faisant fonctions*, puis on en vient à l'emploi de plus en plus important d'auxiliaire et temporaire dans les divers services des Réseaux. Cet état de choses est d'abord immoral, car ces auxiliaires reçoivent des émoluments très bas qui ne peuvent leur permettre d'élever dignement une famille; ensuite, il porte gravement atteinte aux intérêts du Personnel commissionné. Le Congrès demande au Bureau Fédéral d'engager une action vigoureuse en vue de limiter l'emploi des temporaires aux cas généralement admis.

DELSERT ayant fait remarquer que la plupart des Auxiliaires sont des Ex-mineurs, on en vient naturellement à examiner la situation qui est faite à ces derniers.

Ce chapitre a donné lieu à un large échange de vues auquel participèrent notamment : DELSERT, LACASSAIGNE, BERTRAND, DUFOUT, ce qui souligne l'intérêt tout particulier que le Congrès et notre Organisation portent à la situation de nos jeunes camarades de travail.

Le Bureau Fédéral s'emploiera de son mieux pour que le mouvement de reprise de nos jeunes camarades s'accroisse et on peut espérer que les compressions ayant atteint leur extrême limite, il semble que bientôt le recrutement pourra être repris à peu près normalement sur tous les Réseaux.

### Réglementation du travail

La loi sur la journée de 8 heures est fréquemment violée par les Réseaux et de nombreux cas sont signalés, en particulier en ce qui concerne les Aiguilleurs qui ont une si grande part de responsabilité et les Agents de certaines gares dont l'amplitude de Service atteint jusqu'à 12 heures sans coupures effectives.

Tout en demandant la mise en application de la Semaine de 40 heures, notre Organisation doit intervenir énergiquement pour faire respecter la législation en vigueur.

Sur intervention d'un camarade de l'Est, il est décidé qu'une Commission d'Agents de trains se réunira le lendemain matin, à 8 heures, pour étudier et mettre au point les revendications particulières à cette catégorie d'Agents.

La discussion du Rapport moral ne pouvant être terminée avant le déjeuner, la suite est renvoyée à cet après-midi et la séance est levée à 11 h. 55.

Le secrétaire de séance, LAFON.

réformes sociales hardies, sous réserve de garanties telles que la Liberté syndicale. Une longue discussion s'engage à laquelle prennent part, entre autres, GILLET, DUFOUT, SCHMITT, GRIMAUD.

Comme conclusion, LACASSAIGNE demande que sa suggestion soit examinée par une Commission composée d'un dirigeant de chaque Syndicat de Réseau, d'un représentant du Bureau Fédéral et d'un ancien. La Commission est constituée aussitôt avec SCHMITT, PUJOLAS, LACASSAIGNE, PAILLIEUX, DUFOUT, REGNAUD, GARNIER, VIELLEFON.

Le Président met ensuite aux voix l'ensemble du Rapport Moral qui est adopté à l'unanimité.

### Les Commissions Fédérales

Les Commissions réunies la veille pour la discussion des rapports soumettent au Congrès les vœux ci-dessous qu'elles ont rédigés et qui sont adoptés à l'unanimité.

#### L'Unité syndicale.

Le Congrès, après avoir étudié attentivement le problème de l'Unité syndicale, et examiné les répercussions que peut avoir pour le mouvement syndical français la fusion des deux C.G.T., tient à rappeler la position prise par la C.F.T.C. et approuvée pleinement par tous les Syndicats de notre Fédération, à savoir que :

— Sans méconnaître la solidarité profonde qui existe sous le régime du capitalisme et du salariat, entre les travailleurs de toutes catégories et de toutes opinions, il demeure impossible moralement et pratiquement de réunir dans les cadres de la même organisation, pour une activité féconde, des éléments séparés par de graves divergences doctrinales ;

— proclame par conséquent sa volonté formelle de défendre la Liberté syndicale, affirme hautement le droit pour tous les salariés, quelles que soient leur nationalité, leur race ou leurs opinions, de se grouper syndicalement pour la défense de leurs intérêts et de leurs droits, étant bien entendu que ce droit d'association n'existe vraiment que si le travailleur demeure libre d'adhérer à l'Organisation qui lui plaît ;

— Pour l'œuvre très importante d'Organisation de la Profession et d'amélioration du sort de la Classe ouvrière,

— le Congrès tient à rappeler que les solutions proposées par le Syndicalisme chrétien permettent bien souvent l'accord avec les Organisations d'autres tendances et qu'à défaut d'Unité totale du mouvement syndical français, la réalisation d'Ententes précises entre toutes les Organisations Syndicales Nationales sans distinction de tendances pour la défense des droits des travailleurs menacés et la poursuite d'objectifs bien délimités demeure parfaitement réalisable dans l'avenir comme dans le passé.

Pour une œuvre aussi belle et aussi grande, l'Entente de tous les hommes de bonne volonté demeure une des plus grandes chances de succès.

Revendications des jeunes agents. Le Congrès reconnaissant que l'action tenace de la Fédération des Cheminots de France a déjà obtenu des résultats appréciables en ce qui concerne les jeunes, et notamment que c'est à cette action qu'est

dû le retour aux Réseaux des Agents libérés du Service militaire, émet le vœu,

— que la Statut du Personnel comporte une clause formelle imposant aux Compagnies de reprendre sans délai leur Personnel à la sortie du régiment, le départ au Service militaire ne devant pas être considéré comme une rupture de contrat ; cette clause entraînant l'obligation également formelle de conserver à ces Agents le régime de rémunération, de facilités de circulation, indemnités, allocations qui leur était applicable au moment de leur entrée à la Compagnie comme mineurs.

— que cette clause soit imposée même par une modification aux textes législatifs actuellement en vigueur.

— que les Agents dont le retour à la Compagnie a été différé soient mis à même de voir le point de départ de leur carrière pour les échelles de traitement et l'ancienneté pour la retraite, reporté à la date correspondant à leur libération du régiment.

— que la limite d'âge, tant pour la réintégration que pour l'accès à certains emplois, soit prorogée du temps d'attente de la réintégration.

— que ceux qui ont été réintégrés ailleurs que dans leur emploi ou leur résidence retrouvent cet emploi ou cette résidence dans le plus bref délai.

— que les Agents nouvellement recrutés soient automatiquement affiliés au bout d'une année d'essai, et qu'aucune interruption de Service ne leur soit imposée pour différer cette affiliation.

— que le Décret-Loi sur les Indemnités de résidence et celui sur les Charges de famille soient abrogés.

— que le règlement de Retraites de 1933 soit abrogé, et qu'on revienne à celui de 1911 en attendant les améliorations demandées par nos études sur les Retraites.

— que le Décret-Loi sur la prolongation du délai d'avancement soit abrogé, avec rappel de l'ancienneté différée.

— que le régime de facilités de circulation de 1933 soit abrogé pour revenir provisoirement au Régime 1924 en attendant le retour à un Régime conforme au Régime antérieur à 1924, mais unifié pour tous les Réseaux et les Organismes communs.

— que les facilités de circulation accordées à la femme agent mariée à un étranger au Réseau soient, en attendant l'abolition du Régime 1924, les mêmes que celles accordées au Personnel masculin.

— que les apprentis formés par les Compagnies et pour lesquels les connaissances acquises sont telles qu'elles ne peuvent être d'aucune utilité dans l'industrie autre que celle des Chemins de fer soient obligatoirement employés par la Compagnie qui les a formés.

Et fait confiance au Bureau Fédéral pour transmettre où il le faut ces divers vœux, afin d'obtenir progressivement un maximum de réalisations attendues avec impatience.

### La réglementation des transports de marchandises le dimanche.

Le Congrès, après avoir discuté le rapport du camarade BONNAMY au sujet de la Réglementation des Transports de Marchandises non périssables le dimanche,

— constate que les objections techniques, financières et commerciales qui ont été apportées depuis 1930 à la réalisation de

cette mesure ont perdu leur valeur du fait des transformations techniques apportées dans l'organisation des triages et la marche des trains, etc.,

— estime en conséquence qu'il n'est résulterait aucune augmentation des délais de transport,

— demande à la Fédération de poursuivre son action près des Parlements et de la rentrée des Chambres et près du Comité de Coordination pour que cette réglementation soit appliquée dans tous les transports sur route, par fer et par eau le plus rapidement possible.

### L'Organisation syndicale du personnel des transports.

Le Congrès,

— rappelle les directives données par le Congrès Fédéral de 1935 concernant l'Organisation syndicale du Personnel des transports ;

— constate que l'ajournement de la réalisation de la Coordination a modifié profondément l'aspect sous lequel se présente la question.

Il s'agit en général et pour le moment, non plus de constituer des Organismes syndicaux groupant le Personnel de Services publics ayant une existence déterminée par la Loi, mais de grouper le Personnel d'Entreprises privées.

— souligne que l'urgence de la constitution de mouvements syndicaux dans les transports n'en est pas pour cela moins nécessaire et qu'il est du devoir de la Fédération d'aider nos camarades de travail à améliorer leurs conditions de travail et de vie. Ce devoir de solidarité concorde d'ailleurs avec l'intérêt de la Fédération ;

— rappelle que l'obligation de la Coordination de tous les transports est une nécessité qui s'impose aux Pouvoirs publics. Elle sera réalisée conformément au Plan de la C.F.T.C. et aux revendications fédérales d'autant plus facilement qu'il y aura dans tous les modes de transport des Organisations syndicales chrétiennes agissant conformément à ce plan ;

— demande que les efforts faits par les divers Organismes de la C.F.T.C. en accord avec la Fédération en vue de constituer des mouvements syndicaux dans les transports, soient encore amplifiés afin de fédérer les Syndicats déjà existants et de susciter les concours utiles pour constituer des Syndicats là où il n'en existe pas encore.

### LE PLAN DE LA C. F. T. C.

Le Président de séance, après la présentation d'usage, donne ensuite la parole à ZIRNHELD, Président de la C.F.T.C.

Dans un discours vigoureux, haché par les applaudissements de l'auditoire, l'orateur développe son sujet : le Plan de la C.F.T.C.

Il situe clairement la position du Syndicalisme Chrétien à côté des différentes doctrines.

La C.F.T.C., composée de chrétiens, ne pouvait s'appuyer que sur des principes chrétiens ; sa nature est à la fois matérielle et spirituelle.

Le Plan de la C.F.T.C., c'est la concrétisation des pensées, des idées de tous les Syndicats, de tous les Groupes qui s'y rattachent ; ce n'est pas l'avis d'un homme ou d'une petite commission ; c'est l'opinion générale des Syndiqués Chrétiens.

### Séance du samedi après-midi

Séance ouverte à 14 h. 30, sous la présidence de GLEVAREC (P.-O.), assisté de VERHAMME (Nord) et de Mlle MAILLY (C.C.).

La suite du Rapport Moral est reprise au chapitre de

### La propagande

L'ETAT préconise comme un moyen efficace la diffusion du Plan de la C.F.T.C.

LANSON (P.-O.) souhaite l'organisation de réunions largement ouvertes à tous les Syndicats chrétiens indépendamment des Cheminots.

DELSERT (Nord) rappelle la Commission de Propagande Fédérale : il se rattache bon, dit-il, pour donner à cette Commission une activité accrue, celle soit constituée de membres pris parmi ceux du Conseil Fédéral, les membres du Bureau fédéral ayant beaucoup trop à faire.

L'ETAT suggère la diffusion large du Journal ; il insiste particulièrement sur la tâche dévolue à chaque syndiqué, propagande individuelle, la plus fertile.

Le NORD estime que l'organisation de caisses de secours, d'entraide aux chômeurs, d'œuvres d'assistance peut nous faire connaître et aimer : la propagande par les services rendus.

Le Président souligne la réelle difficulté de s'occuper très activement de tous ces organismes nouveaux ; cependant il y a lieu de féliciter et d'encourager sur le plan local les initiatives généreuses de chacun.

DARNET déclare que le Bureau Fédéral pourvoira à la réorganisation de la Commission Fédérale de Propagande.

Le Bureau Fédéral fera un effort pour la diffusion du Plan de la C.F.T.C. Cependant, il appartient à chaque syndiqué d'en être le propagandiste, d'étudier ce document, d'en parler, de le propager.

### Commissions techniques Fédérales

DARNET note que depuis fort longtemps on envisage la constitution de Commissions Techniques Fédérales ; on se heurte à un peu d'indifférence ; un questionnaire a été adressé aux Syndicats ; peu de réponses ont été enregistrées ; il y a pourtant dix catégories statutaires, parmi lesquelles on peut constituer des Sections Techniques Fédérales.

DELSERT demande l'envoi de délégués de chaque Réseau pour étudier tout spécialement les Commissions Techniques Fédérales.

Mlle BERDIN demande, au nom de la Commission Féminine Inter-réseaux, que la propagande auprès des dames soit intensifiée.

### Chapitres divers

Les Services annexes ne soulèvent aucune discussion.

Au chapitre Actionnariat, l'Est demande la création d'une Commission chargée de rédiger les textes des interventions aux Assemblées Générales d'Actionnaires.

LACASSAIGNE appuie vigoureusement la présentation de candidatures aux Conseils d'Administration.

OUVIN développe à nouveau les difficultés de ces présentations de candidats.

GLEVAREC indique que cette question toute particulière doit être étudiée par la Commission d'Actionnariat.

DARNET donne des précisions au sujet de l'affiliation à la Caisse Confédérale de Défense Professionnelle. Il demande l'assistance de nombreux délégués au Congrès Confédéral les 30 mai et 1<sup>er</sup> juin prochain.

LACASSAIGNE demande au Congrès de préciser notre position en regard à l'orientation politique actuelle. Il demande que, tout en affirmant sa fidélité à sa doctrine et à ses principes, le Congrès offre sa collaboration loyale aux Partis qui veulent entreprendre une politique de



Une partie de la salle du Congrès.

## Revue de la Presse

### Le communisme émancipateur ?

Du NORD SOCIAL (15-3-36) : Dans ces derniers temps, nous avons vu des communistes se poser en vaillants chevaliers des droits du sexe féminin.

Brisons-lui ses chaînes d'esclave, répètent-ils à qui mieux mieux.

Voulez-vous savoir ce que cela veut dire ? Méditez ce texte de LENINE en son ouvrage : Au début d'une grande œuvre :

« La femme est opprimée par son ménage qui la tient enchaînée à sa cuisine et à ses enfants, qui gaspille ses forces par un travail d'une improductivité révoltante, épuisant, débilitant, dégradant. Etes-vous satisfaites, Mesdemoines, du genre d'émancipation qu'on vous propose ? Mais lisez encore cet autre texte du bon apôtre. Dans son discours à la Conférence des Ouvrières de Moscou en 1919, LENINE s'exprime en ces termes : « La femme travailleuse, aspire à ce que toute la population, tant hommes que femmes, participe au travail d'édification économique. Cette tâche ne peut être menée à bonne fin qu'à la condition qu'au lieu de centaines, des millions et des millions de femmes prennent part à cette œuvre de construction. »

En style clair, cela veut dire : la femme sera libérée quand, arrachée de son foyer, elle sera jetée dans l'usine et soumise, comme les hommes, au gigantesque encasernement soviétique.

Voilà une conception de plus qui nous sépare des admirateurs de Lénine ; nous nous voulons éloigner la mère de l'usine du bureau et la rendre à son foyer, qui est sa vraie

place ; il vaut infiniment mieux pour celle que nous nommons l'ange du foyer, subir le doux esclavage de ses devoirs d'épouse et de mère dévouée que l'assillante servitude de la machine, ce Moloch moderne, dans un labeur pour lequel elle n'est point faite.

### L'effort social des grands réseaux

De la CHRONIQUE DES TRANSPORTS (25/2/36) :

En ce qui concerne la prévention des maladies, toute une série de mesures ont été prises. C'est ainsi que les Réseaux ont prévu des distributions de boissons chaudes, la fourniture de vêtements spéciaux de protection et l'établissement de foyers et de wagons dortoirs pour le personnel roulant.

Le Service médical est depuis longtemps organisé avec le plus grand soin. De l'année 1934, les Réseaux possèdent des Sanatoria. D'autres subventionnent divers établissements, notamment le Sanatorium des Cheminots, fondé par l'Union Nationale des Cheminots, où sont envoyés les Agents atteints de tuberculose. Signaux aussi la maison de repos créée à Evreux par le Réseau du Midi.

Il convient d'ajouter qu'une Compagnie a étendu aux familles d'Agents (femmes et enfants) le bénéfice des dispositions prévues en faveur des Agents eux-mêmes, notamment, en ce qui concerne leur placement dans des établissements de prévention ou de cure. Pendant l'année 1934, 414 malades ont été ainsi placés.

Il serait vraiment souhaitable que les Réseaux de Chemins de fer, à l'instar des Administrations de l'Etat, étendent aux familles d'Agents, le bénéfice des soins médicaux et des fournitures pharmaceutiques, en compensation des ravages

exercés par les Décrets-Lois dans les salaires.

Le régime des retraites est un des principaux avantages dont bénéficie le personnel des Chemins de fer. Celles-ci sont les ordres de Moscou en effet sans réplique : soutenir à tout prix le Front électoral des gauches, renoncer à toute velléité révolutionnaire, favoriser ainsi la formation d'un gouvernement radical, soumis au contrôle des socialistes et des communistes, préparer l'emprunt aux Soviets et la guerre contre le Reich.

La Loi du 21 Juillet 1930 a unifié les régimes de Retraites des différents Réseaux. Depuis le Décret-Loi du 19 avril 1934, on est passé à un système mixte de répartition et de capitalisation, les Réseaux prenant en charge, chaque année, la somme nécessaire pour que, s'ajoutant aux revenus du portefeuille et aux retenues sur les traitements, elle permette aux Caisses de faire face à leurs dépenses.

...Toute pension d'Agent homme est, en principe, réversible pour moitié sur la tête de la veuve, voire de la femme divorcée et à défaut sur la tête des enfants mineurs âgés de moins de 18 ans.

Ce régime étant plus avantageux que celui des Assurances Sociales, les Chemins de fer ont donc été placés en tête de la distribution de la fortune commune. On s'est borné à coordonner les deux régimes sur des points de détail.

Est-ce bien parce que ce régime serait plus avantageux que celui des Assurances Sociales que ces dernières ne furent point appliquées aux Cheminots ? Il me semble que le Statut qui est notre contrat de travail, y est aussi pour quelque chose !

### Syndicalisme

#### « Made in Moscow »

De SEPT (13/3/36) :

Le Congrès de la C.G.T. réunifiée se termina dans l'enthousiasme. BATTUS et contents, les Ex-Unitaires acceptèrent de subir la loi de la majorité. Dans tous les votes importants, les Ex-Fédérés firent triompher leur point de vue : interdiction de cumuler les mandats syndicaux et les mandats politiques, adhésion à l'Internationale Ouvrière, etc.,

Humbles et soumis, les moscovites ne réclamaient qu'une récompense d'ordre tactique : l'adhésion de la nouvelle C.G.T. au programme du Rassemblement populaire. Les ordres de Moscou sont en effet sans réplique : soutenir à tout prix le Front électoral des gauches, renoncer à toute velléité révolutionnaire, favoriser ainsi la formation d'un gouvernement radical, soumis au contrôle des socialistes et des communistes, préparer l'emprunt aux Soviets et la guerre contre le Reich.

On comprend l'inquiétude d'un certain nombre de jeunes extrémistes qui, tel M. DELMAS, du Syndicat des instituteurs, se rendent compte du caractère électoral du programme du Rassemblement populaire et du caractère démagogique de la plupart des revendications électorales.

Ces revendications ne pourraient être interprétées et satisfaites que grâce à la C.G.T. réunifiée y pense-t-elle ?

Il est permis d'en douter. Citons donc pour conclure l'avis déabusé de quelqu'un qui n'est pas suspect d'être hostile au Syndicalisme : Quel que soit notre désir de voir se réaliser l'Unité syndicale totale, nous n'avons pas le droit de causer nos appréhensions, quant aux résultats pratiques de la fusion d'aujourd'hui. (L.-E. GALEY, dans La Fidèle.)

Le remariage des deux ex-conjoints durera-t-il ? Un très proche avenir nous le dira, attendons-nous à des surprises.

### Au Paradis rouge !

Du même SEPT (même date) :

Un télégramme de Moscou nous apprend que depuis le début de l'année, de nouvelles normes de production sont entrées en vigueur dans l'industrie métallurgique. Les autres industries suivront.

Désormais, les ouvriers métallurgistes russes devront augmenter leur production moyenne de plus de 20 %.

Ainsi le tour est joué : grâce au Stakhanovisme — c'est-à-dire à la méthode que connaît également le Super-capitalisme yankee et qui consiste à favoriser par des distinctions honorifiques, des primes, des avantages divers, des ouvriers témoins capables de dépasser les normes de la production — le gouvernement so-

viétique aggrave encore la condition du Proletariat russe. Il cherche à soumettre l'ouvrier à la servitude épuisante du travail, à l'épuisement de sa force humaine, à l'effort accru, foulant aux pieds, au nom d'un bien collectif, abstrait, incarné par l'Etat, les droits les plus sacrés de l'être humain.

Maintenant qu'il est rempli leur mission, les émules de Stakhanov peuvent se reposer sur leurs lauriers ; leurs records ont contribué à renforcer l'oppression anti-ouvrière. Ils ont contribué aussi à désorganiser l'économie soviétique. En effet, nos journaux, dits d'information, dont on sait la sympathie récente pour le pays de STALINE, oublient de nous dire que, depuis la décennie Stakhanovite, au début de cette année, les branches principales de l'industrie russe éprouvent les plus grandes peines du monde à retrouver leur équilibre.

La production deacier, des laminés, des fontes, du charbon n'arrive plus à rattrapper le niveau atteint à la fin de l'année dernière, et reste de 15 à 18 % au-dessous du Plan. Mais, encore une fois, qu'importe ? le tour est joué.

Ne croyez-vous pas, ô travailleurs que me lisez, que le séjour dans l'enfer capitaliste, si imparfait qu'il soit, au point de vue social, est de beaucoup préférable au paradis rouge ? et encore, ce n'est qu'un point de vue, il en est d'autres.

### Les quarante heures

Des INFORMATIONS SOCIALES (mars 1936) :

La Semaine de quarante heures est largement appliquée en Tchecoslovaquie. De nombreux centres gouvernementaux se sont déjà déclarés favorables à une telle mesure.

En Allemagne, un décret du 5 Juin 1931 donnait au gouvernement du Reich le pouvoir de réduire la durée du travail à 40 heures par semaine dans les grandes industries. A la fin de 1930, 1.100.000 ouvriers travaillaient moins de 40 heures par semaine. Aux Etats-Unis, la Semaine de Quarante heures est devenue la règle générale. La Semaine de 32 heures est même une règle fréquente. En Février 1934 (rapport fourni au

L'orateur s'étend longuement sur les revendications incluses dans le Plan.

Il termine sur une note d'optimisme raisonnable et la salle l'ovationne chaleureusement.

Après les remerciements du Président, l'Est pose une question à laquelle ZIRNHELD répond.

HELD répond en établissant le parallèle entre le Plan de la C.F.T.C. et le Plan de la C.G.T.

La séance est ensuite levée vers 17 h. 50.

Le secrétaire de séance : VAREILLE (P.-O.).

## Réunion du Conseil Fédéral

La séance est ouverte à 18 h.

VIELLEFON, qui préside, assisté de OUDIN, procède à l'appel des Conseillers fédéraux proposés par les Unions de Réseau :

Afrique du Nord. — ANTONI, BIANCHI Antoine, Mlle BIANCHI Claire, GAGEY, HUSS, LAGUI, LAHAC, MAZET, RUFFIER.

Alsace-Lorraine. — DAUBENBERGER, KAMMES, KUH, LIENHARDT, RUNTZ, SCHMITT, WOLF, ZEDER.

C. C. — Mlle BRISARD, LHOMME, MONTALS, Mlle FAUCHER. Est. — BURTE, Mlle ORENELET, DELEPINE, DRACH, GUENARD, HESBOIS, MAGNIN, VINCENT.

Etat. — Mlle BERDIN, BOULANGER, BOUTE, GARNIER Emile, GUYON.

### BUREAU FEDERAL

Réseaux : Titulaires : Suppléants :

Afrique du Nord : HUSS, KAMMES, RUNTZ.

Alsace-Lorraine : MONTALS, Mlle BRISARD.

C. C. : BURTE, DRACH.

Est : PAILLIEUX, Mlle BERDIN.

Etat : DUFOUT, BONNEAU.

Nord et Ceintures : GARNIER, Mme TRI-COIT.

P.-L.-M. : DARDIN, Mlle LEROY.

P.-O. : OUDIN, LABONNE.

VIELLEFON et OUDIN exposent ensuite le fonctionnement du Secrétariat fédéral au cours de la période écoulée depuis le dernier Congrès, puis ils proposent aux différents postes de responsabilité du Bureau Fédéral les camarades suivants :

Présidents d'honneur : DUFOUT, VIELLEFON.

Président : OUDIN.

Premier vice-président : MONTALS.

Vice-présidents : HUSS, KUEH.

Secrétaire général : GARNIER.

Secrétaires généraux adjoints : BONNEAU, Mlle BERDIN.

Trésorier général : BURTE.

Trésoriers généraux adjoints : LABONNE, DRACH.



## LA SOIRÉE THÉÂTRALE

De nombreux congressistes, leurs familles et leurs amis se trouvaient réunis, le samedi, à 20 h. 30, dans la Salle des Fêtes de la Maison du Peuple français, pour assister à la soirée organisée au profit de la *Mutuelle familiale des Cheminots de France*.

Au programme figurait *Le Délégué de Bombignac*, comédie d'Alexandre Besson, qui fut interprétée avec beaucoup de brio par la troupe de l'Union artistique de Villomblie. L'orchestre de l'Union exécuta avec talent quelques-uns des meilleurs morceaux d'un répertoire de choix.

L'entracte. M. René BERTHIER, conseiller municipal du 13<sup>e</sup> arrondissement, conseiller général de la Seine, qui avait accepté avec beaucoup de bonne grâce de présider cette fête de famille, apporta à

l'assistance le salut des élus de Paris et aux militants qui l'entouraient l'assurance de toute sa sympathie. Il redit sa foi dans les destinées du syndicalisme chrétien et montra comment mutualité et syndicat s'inspiraient de la même belle devise : « Aimons-nous les uns les autres ».

Il termina en pressant les syndiqués présents de se faire tous d'ardents mutualistes et en invitant l'assistance à manifester toujours davantage sa sympathie à l'œuvre d'entraide de la *Mutuelle familiale des Cheminots de France*.

Nous accomplirons un agréable devoir en reportant le succès de cette soirée sur la brillante phalange d'artistes, acteurs et musiciens, qui nous ont apporté leur très apprécié concours et sur tous ceux qui ont donné aux organisateurs une collaboration d'autant plus méritoire qu'elle était plus effacée.

## LE BANQUET DE CLOTURE

A 13 heures, dans la grande salle du Restaurant Coopératif, 5, rue Cadet, un banquet de près de trois cents couverts réunissait, dans la joyeuse animation des fins de Congrès, les militants et les amis du syndicalisme chrétien.

La présence de nombreuses femmes de syndiqués, de délicieux bambins aussi, faisait de cet ultime rassemblement une vraie fête de famille.

Plus nombreux cette année, les vétérans de la Fédération, nos amis DUFOR, VIELLEFON, LAINE, BONNAMY, d'autres encore, étaient venus apporter à ceux qui restent encore sur la brèche les encouragements de ceux qui luttent les premiers pour frayer la voie et les conseils des anciens à leurs frères plus jeunes, encore inexpérimentés ou trop impatient d'obtenir des résultats immédiats.

Autour du Président OUDIN, on reconnaissait notre ami MICHELIN, Vice-Président de la C.F.T.C., MM. l'abbé MOLLIER, représentant M. REMANN, empêché par la maladie ; DELACOMMUNE, délégué général de l'U.S.C. ; NIVARD, Président de la Fédération internationale des Syndicats chrétiens de cheminots ; Paul DURAND ; DAVID, avocat au Conseil d'Etat ; le docteur DUBAR ; Mlle DANGUY, des Syndicats féminins du boulangers des Capucines ; SCHMITT, directeur de la Caisse centrale de Crédit mutuel ; POIMBEUF, Secrétaire général de la Fédération des employés ; HULEUX, Président du Syndicat des employés ; MONTALS, GARNIER, BONNEAU, DRACH, DARNET, du Bureau fédéral.

Plusieurs journaux étaient également représentés.

## Les toasts

Au dessert, OUDIN remercie les personnalités qui ont tenu à apporter par leur présence leur témoignage de sympathie à la Fédération, et il excuse ceux que des empêchements divers retiennent loin de nous, et notamment : MM. DE LAS CASES, FONTAINE, le docteur SYVADON, EBLE, BOISSARD, PAGES, Ch. PICHON, SANKA. Puis il montre comment, malgré les difficultés de toutes sortes, la Fédération reste attachée à la doctrine du syndicalisme chrétien et comment elle puise dans ses principes les audaces nécessaires dans les temps où nous vivons.

## Le Prix Michon

Mlle BRISARD, du Contrôle commun, vient d'être élue sur quel militant s'est porté cette année le choix du jury du *Prix Raymond-Michon*.

Celui que nous vous désignons cette année comme lauréat du *Prix Michon* est un militant de la première heure.

De toute son âme il s'était voué à l'apostolat social et avait déjà donné des preuves de son dévouement à ses frères de travail lorsque le *Syndicalisme Chrétien* essaya de prendre son essor dans les Chemins de Fer. Il adhéra d'enthousiasme à notre mouvement dont il devint tout de suite un des protagonistes ; et les premiers numéros du *Cheminot de France*, alors d'un format modeste, ont vu souvent son nom au premier plan.

Placé dans un milieu réfractaire, sinon hostile à la doctrine chrétienne, il a réussi, à force de persévérance tenace, à constituer dans sa ville un groupe de notre syndicat nombreux et fort. Il sut trouver la juste mesure et parvint à s'imposer à l'admiration des patrons, qui le considéraient comme le modèle de l'intégrité et à celle même de ses camarades confédérés ou unitaires qui respectent ses convictions au point qu'il a présidé, à plusieurs reprises, des réunions où les différentes organisations étaient représentées.

Elu Vice-Président du Syndicat de son Réseau, porté à la Présidence de l'Union Régionale de sa contrée, il est resté le militant modeste entre tous. Il a subi un deuil cruel avec la résignation que seules

les âmes chrétiennes peuvent avoir. Ce camarade est un ouvrier, ce n'est pas un bureaucrate ; il a cependant écrit une page plus belle que la plus belle des poèmes : cette page c'est une vie d'honneur, d'apostolat et de dévouement qui nous laisse fiers de l'avoir eu parmi nous.

A notre ami Joseph REGNAUD nous sommes heureux d'offrir le tribut de notre reconnaissance.

Les applaudissements qui éclatèrent de toutes parts montrent que le choix du jury rencontre la faveur unanime des congressistes. Nos amis du Nord entonnent un *Viva* flamand, grave et puissant comme l'amitié dont ils font hommage au lauréat, à qui répond le *ban* à la fois des gais habitants du pays de la vigne.

Visiblement ému, notre camarade REGNAUD se lève alors pour remercier le Bureau fédéral de la joie qu'il lui a ménagée à l'automne de sa carrière de militant. Notre ami pense aux jeunes qui assurent la relève des aînés qui s'en vont, et il leur adresse, avec son éloquence simple mais persuasive, les conseils de l'expérience et les encouragements de ceux qui ont consacré la plus belle part de leur vie à rapprocher de leur idéal leurs frères de travail.

La parole est alors donnée à M. l'abbé MOLLIER, qui apporte à la Fédération le cordial salut de l'U.C. et les paternels encouragements de son Directeur général. Il proclame la nécessité pour le mouvement syndical ouvrier de prendre appui sur les forces morales et il insiste sur le rôle qu'est prête à jouer dans ce but l'U.C. des Cheminots, sœur aînée de la Fédération.

M. LIOUVILLE vient redire la sympathie de l'U.S.C. pour le syndicalisme chrétien des cheminots. L'identité des doctrines conduit naturellement à une collaboration sur le plan professionnel et technique ; quelques résultats ont déjà été atteints dans cette voie, d'autres suivront.

Une ovation saluait notre ami M. NIVARD, qui a présidé avec une bonne grâce souriante et une autorité incontestée le dernier Congrès de la Fédération internationale des Cheminots chrétiens à Paris. S'exprimant avec aisance en notre langue, il affirme une fois de plus son attachement à la Fédération des Cheminots de France et, mariant agréablement l'humour des souvenirs et la gravité des conseils, il invite les militants, par-dessus les contingences politiques, à garder foi dans leur mouvement et confiance dans l'avenir du syndicalisme chrétien.

De vifs applaudissements montrent que les paroles de M. NIVARD ont trouvé le chemin des cœurs de tous nos syndiqués.

Enfin, notre ami MICHELIN clôt la série des toasts. Dans un langage très simple et d'une grande élévation de pensée, le vice-président de la C.F.T.C. prodigue aux congressistes les encouragements les plus cordiaux de la Confédération. Père de famille nombreuse, il ne se sépare pas dans l'action syndicale le militant de sa femme qui peut être et qui est souvent pour lui la plus intelligente et la plus dévouée des collaboratrices. Des difficultés nouvelles peuvent surgir, des jours sombres peuvent obscurcir nos perspectives immédiates, les syndicalistes chrétiens sauront tenir jusqu'au bout, jusqu'à l'aube des lendemains meilleurs.

De chaleureux applaudissements viennent souligner ces paroles d'espoir et de reconfort.

Vivant et fraternel Congrès, que cette seizième assemblée générale des Cheminots de France.

Avec des militants de la trempe de ceux qui, trois jours durant, ont fait le point de l'action, passée et tracée hardiment leur programme d'action, la Fédération va reprendre sa marche conquérante. Se refusant à laisser à d'autres le soin de faire l'avenir, elle connaît bientôt, dans un avenir définitivement assuré, la paix des foyers.

## Notre Congrès et la Presse

Une fois de plus, nous avons pu constater la place très honorable réservée à notre Congrès dans la Presse de Paris et de province.

De larges comptes rendus des débats ont été publiés, qui ont fait ressortir la vitalité de notre mouvement. Plusieurs organes ont même fait paraître des articles compréhensifs et bienveillants qui ont mis plus particulièrement en relief la position de la Fédération, d'une part en face des éventualités parlementaires et gouvernementales prochaines, d'autre part contre les injustices des décrets-lois.

C'est d'ailleurs ce que l'ensemble de la presse a spécialement remarqué et souligné : très nombreux, en effet, ont été les journaux qui ont publié intégralement la motion contre les décrets-lois votée au début du Congrès et l'ordre du jour de clôture si net et si explicite.

Nous voulons voir dans l'intérêt que continuent à nous porter la presse de Paris de toutes nuances, et celle de province, dont l'indépendance est connue, combien notre organisation a su, à force de patient labeur, obtenir audience de l'opinion, retenir son attention, souvent aussi conquérir sa sympathie. Nos militants trouveront dans cette simple constatation une leçon de persévérance et de continuité. Les milieux

dirigeants de notre pays, si sensibles aux réactions de l'opinion publique, utiliseront, nous le souhaitons, l'influence incontestable de notre mouvement pour les nécessaires besoins d'union et d'action en vue du progrès social.

La presse libre marque ainsi qu'en dépit des événements politiques et syndicaux, il subsiste en France un syndicalisme professionnel, vraiment indépendant et agissant. C'est là une affirmation qui a sa valeur à la veille d'une période d'activité syndicale intense.

Comme chaque année, nous avons fait un pointage des périodiques qui ont intéressé leurs lecteurs à notre Congrès. A l'heure où nous paraissions, ce pointage n'est pas terminé en ce qui concerne les journaux de province. Nous publions néanmoins cette liste, bien qu'incomplète :

*Le Petit Parisien*, *L'Aube*, *La République*, *Le Matin*, *La Vie Catholique*, *Le Quotidien*, *L'Echo de Paris*, *La Volonté*, *La Croix*, *La Journée Industrielle*, *Le Figaro*, *L'Ordre*, *Le Petit Journal*, *Paris-Soir*, *L'Humanité*, *Libre*, *L'Éclair*, *L'Éveil des Peuples*, *Le Petit Démocrate*, *La Jeune République*.

*La Presse Libre*, *La Semaine Religieuse* (Angers), *Le Petit Courrier* (Angers), *La Charente*, *Le Matin*

*charentais* (Angoulême), *La Liberté du Sud-Ouest*, *La Petite Gironde* (Bordeaux), *La Montagne*, *L'Avenir*, *Le Plateau Central* (Clermont-Ferrand), *La Vérité* (Dreux), *Le Petit Dauphinois* (Grenoble), *Le Messager de la Creuse* (Guéret), *La Croix du Nord*, *Le Nord Social*, *La Dépêche*, *Le Réveil du Nord* (Lille).

*Le Courrier du Centre*, *La Croix de Limoges*, *Le Populaire du Centre* (Limoges), *Le Journal de Limoux* (Limoux), *Lyon-Républicain*, *Le Nouveau Journal* (Lyon).

*La Vie professionnelle* (Le Mans), *Le Petit Provençal* (Marseille), *L'Eclair*, *Le Petit Méridional* (Montpellier), *Paris-Centre* (Nèvers), *L'Eclair*, *Le Petit Niçois* (Nice), *L'Echo*, *Oran-Matin* (Oran), *Le Patriote des Pyrénées* (Pau), *L'Indépendant* (Perpignan), *L'Eclair* de l'Est (Reims), *Le Journal de Rouen* (Rouen).

*L'Ouest-Eclair*, *Le Nouvelliste* (Rennes), *Mémorial de la Loire* (Saint-Etienne), *Le Républicain* (Toulouse), *La Dépêche de Toulouse* (Toulouse), *La Dépêche* (Tours), *L'Avant-Garde* (Louvain).

Nous remercions bien vivement tous ces confrères, de même que les postes de T.S.F. qui ont porté à des centaines de milliers d'auditeurs l'écho de nos travaux.



Une partie de la salle du banquet de clôture.

## Au sujet des retraites

## LE PRÉLÈVEMENT

Nous avons étudié dans un dernier article la question des Cumuls de Retraite d'ancienneté avec une pension de réversibilité. Nous avons vu comment la spoliation commise par le Décret-Loi du 16 juillet 1935 à ce sujet a causé de telles réprobations qu'il a fallu, en Mars 1936, revenir totalement sur cette mesure, et nous avons prouvé que notre action, tant particulière qu'au sein du Cartel Interfédéral, avait largement contribué à obtenir ce résultat. (Ce qui ne veut pas dire que les autres Organisations n'ont rien fait.)

Cette fois, nous allons examiner un deuxième point : la question du PRÉLÈVEMENT sur les pensions.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de la pré-régulation sur les Echelles de 1934, qui sera examinée avec le paragraphe spécial Interfédéral, mais largement contribué à obtenir ce résultat. (Ce qui ne veut pas dire que les autres Organisations n'ont rien fait.)

Je ne crois pas qu'on ait des exemples d'une opération analogue depuis qu'un système de Retraites basé sur des versements bilatéraux s'est établi : le prélevement est un NON-SENS ; il consiste en effet à faire varier en le diminuant un taux PROMIS PAR CONTRAT, Taux QUE LE MEME CONTRAT PROMETTAIT DE MAINTENIR en recourant s'il était besoin à des modifications dans le mode de CONSTITUTION des RESERVES MATHÉMATIQUES.

Le prélevement, en matière de PENSION VIAGERE, est un acte d'ARBITRAIRE INEXPLICABLE ; en effet, si, en matière de rente, perpétuelle ou amortissable, on peut dire (ET C'EST CONSTATABLE) que la conversion (abaissment du taux) a parfois pour effet d'éviter au pays un remaniement monétaire dont le capital transmissible serait victime, ON NE PEUT SOUTENIR QU'UN PRÉLÈVEMENT SAUVE QUOI QUE CE SOIT DE LA SITUATION DES RETRAITES, qui n'ont pas LA PROPRIÉTÉ PERSONNELLE des réserves individualisées sur leur tête pour garantir leur pension.

AU MOUVEMENT DES PRIX, C'EST LA PÉREQUATION qui doit correspondre. LE PRÉLÈVEMENT même temporaire, EST UNE RUPTURE D'ENGAGEMENTS, une SPOLIATION d'autant plus GRAVE qu'elle lèse des gens dont LE POUVOIR CORRECTIF N'EXISTE PLUS, puisqu'ils ne peuvent PLUS TROUVER UN MOYEN DE COMPENSER LA PERTE QU'ILS SUBISSENT. La théorie des prélevements

constitue UN CERCLE VICIEUX : si l'on en attend un correctif, ce ne peut être qu'une DIMINUTION GÉNÉRALISÉE DU POUVOIR D'ACHAT dont les PLUS HUMIBLES souffrent LE PLUS, même si le taux est variable.

Le Décret-Loi du 16 avril 1934 avait fixé à 10 % la quotité à abattre sur les retraites pécunées, ce qui, s'ajoutant à la pré-régulation, donnait UN ABATTEMENT MOYEN D'ENVIRON 15 % : façon bien française de tenir parole envers de vieux serviteurs qui ont eu confiance ! Le même décret-loi, amère ironie, SOULAGEAIT LES RÉSEAUX, et c'était encore à la garantie des DROITS ACQUIS de subir UN RUDE CHOC pour consacrer cette mesure.

A force de protestations, nous sommes parvenus, GRACE À LA CONFÉRENCE INTERFÉDÉRALE DE 1934 et à nos EFFORTS PARTICULIERS, à obtenir que le prélevement de 10 % SOIT RÉDUIT, le 30 Octobre 1934, à 6 %. CE N'ÉTAIT PAS UN RESULTAT TOTAL.

Vint la COMMISSION DES RETRAITES constituée au Ministère des Travaux publics. A la suite de plusieurs réunions parfois mouvementées, parmi les VŒUX émis le 11 juillet 1935, figurait CELUI DE LA RÉDUCTION DU Taux DE PRÉLÈVEMENT. La commission, LA MAJORITÉ, s'était prononcée pour le chiffre de 3 %. Une contre-proposition demandant L'ABOLITION TOTALE du prélevement avait rassemblé, hélas, SEULEMENT QUATRE VOIX DE REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS DU PERSONNEL dont JARRIGON et moi...

Vint le Décret du 16 juillet 1935 : ON N'OSA PAS, bien qu'on y ait pensé, TOUCHER AUX RETRAITES sur ce point ; le vœu de la Commission des Retraites avait au moins servi à quelque chose !

Les protestations continuant, le Comité Interfédéral d'Action avait mentionné le point du prélevement, un nouveau Décret du 30 Octobre 1935 RAMENA le taux du prélevement à 5 pour cent AVEC RAPPEL de la différence retenue en trop.

Nous continuâmes notre action, et, en février, à une audience au Ministère des Travaux Publics, nous mentionnâmes notre désir de voir le prélevement ABOLI, SURTOUT en ce qui concerne les PETITES RETRAITES.

Fin Mars 1936, un nouveau décret réduisit les retenues à 3 % pour les pensions calculées sur un traitement inférieur à 14.500 ; 4 % pour les pensions calculées sur un traitement compris entre 14.500 et 17.000 ; 5 % pour les pensions calculées sur un traitement supérieur à 17.000 francs.

CE N'EST PAS ENCORE ASSEZ. Il faut arriver à LA SUPPRESSION TOTALE du prélevement. Espérons que ce sera BIENTÔT chose faite.

Voici un deuxième point examiné. Nous suivrons ainsi pas à pas la question des Retraites. Je conseille aux militants de détacher ces articles successifs, en notant pas celui du mois dernier, comme schéma. Nous ferons en sorte DE TENIR A JOUR cette documentation, qui montrera combien nous avons contribué à défendre Retraites et futurs Retraités, ce sera un moyen de CONVAINCERE certains incrédules que LE SYNDICAT EST BON A QUELQUE CHOSE.

Gaston BURTE.

## Nos interventions

## Lettre du Ministre

La médaille d'honneur des Chemins de fer

Paris, le 15 avril 1936.

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous m'avez demandé de bien vouloir intervenir auprès du Comité de Direction des Grands Réseaux de Chemins de Fer, pour que ceux-ci accordent aux Agents décorés de la médaille d'honneur des Chemins de Fer, d'une part, une gratification exceptionnelle et, d'autre part, un congé supplémentaire de deux jours par an jusqu'à leur mise à la retraite.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les Grands Réseaux de Chemins de Fer, consultés par mes soins, viennent de décider d'attribuer aux Agents qui reçoivent la médaille d'honneur un congé supplémentaire de deux jours à l'occasion de la remise de cette médaille.

Mais, en raison de leur situation financière, ils se voient dans l'impossibilité de prendre en considération votre demande de gratification exceptionnelle.

Il y a lieu de remarquer, à ce sujet, que depuis la suppression de la fourniture gratuite, par les Administrations, des insignes de médailles d'honneur décidée par le Comité Supérieur d'Economie, les Réseaux remettent gratuitement la médaille à chaque Agent décoré, ce qui leur occasionne une dépense appréciable. Veuillez agréer, etc.

Le Ministre des Travaux Publics, (signé) C. CHATEAUMPS.

## AVIS très important

Dimanche 7 juin, à Tours.

INVITATION PRESSANTE et cordiale à tous nos camarades (et à leurs familles) de la Fédération des Syndicats professionnels des Cheminots de France (qui participeront à la fête-pèlerinage de l'Union Catholique au tombeau de Saint-Martin), d'assister à la GRANDE SOIRÉE DE GALA annuelle organisée par le Groupe de Tours-P.O., du Syndicat Professionnel, à 20 h. 30, 2, rue des Ursulines, à Tours.

Excellente soirée en perspective et belle manifestation de sympathie et d'amitié en faveur du Syndicalisme de la C. F. T. C.

A. GLEVAREC.

## EFFECTIFS DES RÉSEAUX

## DÉPENSES DE PERSONNEL

M. MECK demande à M. le Ministre des Travaux Publics, et par Réseau : 1<sup>o</sup> quel était l'effectif total du personnel des Grands Réseaux au 31 décembre 1935 (agents du cadre permanent, auxiliaires et temporaires) ; 2<sup>o</sup> combien d'Agents ont quitté leur emploi dans les Réseaux en 1935, par application des dispositions ; a) des articles 7 et 8 du décret du 19 avril 1934 ; b) de l'article 10 du même décret ; 3<sup>o</sup> quel a été le montant total des dépenses de personnel engagées par les Grands Réseaux pour l'année 1935 (traitements et charges patronales, retraites, etc.) (Question du 5 mars 1936).

REPONSE. — 1<sup>o</sup> Effectif du Personnel des Grands Réseaux au 31 décembre 1935 :

RESEAUX	Permanents	Auxiliaires et Temporaires	Total
Etat (1)	68.463	2.981	71.444
Alsace-Lorraine	29.952	1.041	30.993
Nord	62.000	1.700	63.700
Est	55.143	5.480	60.623
Paris-Orléans	76.739	5.983	82.692
Paris-Lyon-Méditerranée	98.026	9.419	107.445
Totaux	390.813	26.584	416.897

2<sup>o</sup> Agents ayant quitté leur emploi en 1935 :

a) Par application des articles 7 et 8 du décret du 19 avril 1934 :	
Etat	1.918
Alsace-Lorraine	201
Nord	1.555
Est	1.165
Paris-Lyon-Méditerranée	1.608
Paris-Orléans	668
Mid	497
Organismes communs	25
Total	7.637

b) Par application de l'article 10 du même décret : 8 pour l'ensemble des Réseaux.

3<sup>o</sup> Dépenses de personnel en 1935 (toutes charges patronales comprises, déduction faite du prélevement de 10 pour 100) (chiffres en millions) :

Etat	1.142
Alsace-Lorraine	517
Nord	1.087
Est	939
Paris-Orléans-Midi	1.222
Paris-Lyon-Méditerranée	1.681
Total	6.488

(Journal officiel du 4 avril 1936.)

(1) Y compris les lignes de Bretagne cédées par la Paris-Orléans en 1933.

## LES QUARANTE HEURES

La prochaine Conférence Internationale du Travail, qui s'ouvrira le 4 juin à Genève, s'occupera à nouveau de ce grave problème et, à cette occasion, il nous a paru opportun de faire une certaine mise au point et de rappeler les tribulations de cette question depuis qu'elle a été agitée à Genève.

Quelque fois de la Conférence de 1933, la semaine de quarante heures ait subi un échec, les discussions qui eurent lieu l'année suivante furent néanmoins considérées comme première discussion du problème, ce qui permettait de reprendre celui-ci en 1934.

Une fois de plus, la tentative échoua, aussi décidâ-t-on, en 1935, d'essayer une autre formule.

Jusqu'alors, on avait tenté de se mettre d'accord sur une convention générale pour toutes les industries. L'opposition des délégués patronaux, l'hésitation des délégués gouvernementaux, obligèrent la Conférence à changer de tactique et, faute de ne pouvoir obtenir une règle générale, il fut décidé d'élaborer des conventions distinctes par industries.

Cependant, en 1935, il ne fut fait qu'un tout petit pas dans cette voie, et la Conférence ne réussit qu'à adopter un projet de convention concernant l'industrie des verreries à bouteilles.

A ce train, il est permis de se demander dans combien de temps la question pourra être résolue en faveur de toutes les professions.

Il est certain qu'un résultat est acquis : la Semaine de quarante heures est en marche, mais il est à souhaiter que la Conférence Internationale du Travail adopte un autre plan de travail.

A l'ordre du jour officiel de la Conférence du 4 juin figurent cinq questions concernant la Semaine de quarante heures, c'est-à-dire que les projets qui seront examinés intéressent cinq industries, qui sont : les Travaux publics, les entreprises des gouvernements ou subventionnés par eux, le Bâtiment et le Génie civil, l'Industrie du fer et de l'acier, les Mines de charbon et enfin l'Industrie textile.

Evidemment, on peut espérer qu'une fois le mouvement déclenché dans les principales industries, les autres branches ne tarderont pas à suivre, cependant il est triste de constater que, dans les circonstances actuelles, l'hostilité patronale ne désarme pas vis-à-vis de cette question, et que les employeurs maintiennent avec obstination leur point de vue, soutenant que la Semaine de quarante heures augmenterait le chômage loin de le diminuer.

## LES HUIT HEURES

## Vers une révision de la réglementation du travail

Le chômage persistant obligera vraisemblablement les Pouvoirs publics à prendre à bref délai des mesures énergiques pour réduire la durée du travail dans l'ensemble des professions. Presque tout le monde est à présent d'accord pour reconnaître que c'est là une solution aux plus lamentables conséquences de la crise : des êtres pleins de force et de santé condamnés à une inaction, à une passivité démoralisante ; toute une génération d'enfants sous-alimentés, leur croissance et leur développement retardés et gravement compromis.

Nous nous refusons à considérer autrement que sous cet angle humain et national aussi les problèmes du chômage et de l'emploi, du machinisme, de la durée du travail, de l'avenir des jeunes.

Quand notre Fédération Internationale des Cheminots a pris la tête du mouvement pour l'application de la semaine de quarante heures, les Chemins de Fer, elle n'ignorait ni la complexité du problème, ni les objections techniques ou financières qui lui seraient opposées. Mais, constatant que les Chemins de Fer, comme les transports en général, pâtissaient directement du resserrement de l'ensemble des activités économiques, elle a pensé qu'il ne pouvait en plus rester en marge d'une réforme dont les effets s'étendraient à toute l'économie.

Voilà pourquoi nous avons posé nettement la question de la semaine de quarante heures dans les Chemins de Fer. Il faudra bien qu'on se décide à l'étudier et à l'appliquer.

En attendant la refonte d'ensem-

ble de la réglementation du travail, et sans la compromettre, il est urgent d'apporter aux décrets actuellement en vigueur les retouches indispensables.

Notre Fédération, la première ici encore, a déposé au début de 1935 une proposition détaillée de révision du décret du 16 janvier 1925, qui prévoyait des études analogues sur les arrêtés ministériels du 8 novembre 1919 concernant les mécaniciens et chauffeurs et les agents des trains.

Le Congrès fédéral de 1935 a insisté pour l'adoption de ce projet et réclamé en premier lieu la suppression des heures supplémentaires. Ces vœux ont été transmis au Gouvernement.

Informés récemment que le ministre des Travaux publics et le ministre du Travail mettaient au point une modification des décrets relatifs aux heures supplémentaires, nous avons, par une nouvelle et pressante démarche, réclamé une solution rapide de la question et demandé à nouveau que l'ensemble de la réglementation des heures de travail fût remis en chantier.

Ce n'est plus l'heure des demi-mesures timides et fragmentaires. Les réformes au compte-gouttes n'ont aucun effet bienfaisant ni durable.

Il est temps, grand temps que les Réseaux acceptent, ou au besoin que les Pouvoirs publics imposent une législation qui mette un terme à ce scandale permanent : des cheminots faisant des journées de douze et quatorze heures pendant que des centaines de milliers de pères de famille ne trouvent plus à employer leurs bras.



Une partie de la salle du banquet de clôture.







Nous attirons l'attention de nos lecteurs

**E. MUGLER fils**

**à VALENCE** (Drôme)

FABRIQUE D'HORLOGERIE BIJOUTERIE

GRAND CHOIX DE BIJOUX POUR MARIAGES

Montres pour Hommes et pour Dames. Chaînes, Médailles, Colliers, Bagues, Boucles d'oreilles, Bracelets, etc., etc.

ENVOI FRANCO sur demande des Catalogues et assortiments au choix

CADEAUX

Horlogerie Garantie

Facilité de conditions spéciales

CREDIT AU GREU DU CLIENT

### BLAINVILLE Réunion du 2 avril.

Les membres du Syndicat Professionnel, après avoir entendu l'exposé des deux comptes rendus des réunions faites à Saint-Dié et à Paris lors du Congrès du 22 mars, exposé dressé par notre Vice-Président, ZIRNHELT, renouvelé une fois de plus leur confiance à leur Fédération et à leurs membres directeurs pour l'œuvre sociale entreprise.

Enregistrent avec satisfaction les derniers résultats obtenus, en particulier la réintégration des Ex-Mineurs.

Déclarent poursuivre sans relâche cette œuvre menée par leurs militants en vue de l'amélioration des conditions matérielles et familiales de tous les travailleurs.

Regrettent le départ de leur camarade BERRET, l'un des fondateurs du Groupe, qui en fut depuis le dévoué propagateur.

Le secrétaire... PRETOT.

### CONFLANS-JARNY Réunion du 14 avril.

Trois bonne journée pour notre Groupe qui a eu la bonne fortune, le mardi de Pâques, d'entendre notre Président, M. Gaston BURTE, venu nous entretenir de toutes les questions intéressant actuellement les Cheminots : vingt et un jours, réintégration des mineurs, abrogation des Décrets-Lois, etc. C'est avec empressement que de très nombreux camarades sont venus l'écouter et ont été satisfaits de ses bonnes paroles. Nous devons remercier le camarade CAULOU pour son étude parfaite, comme à l'habitude, sur notre Organisation syndicale.

Nous sommes heureux d'annoncer que nous entendrons encore cette année notre Président BURTE, qui a bien voulu, en effet, d'accord avec HAUQUARD, Vice-Président Régional, choisir JARNY comme lieu de la réunion régionale en 1936. Tous les adhérents du groupe de Conflans-Jarny se feront un plaisir de recevoir dans leur cité leurs camarades des Groupes de la Région.

Le secrétaire... P. MARTIN.

### EPERNAY La fête du travail.

Le dimanche 3 mai les Syndicats Chrétiens, en collaboration avec la J. O. C. et la J. O. C. F., célébraient la Fête du travail.

Une séance d'études, le matin, groupait près d'une centaine d'auditeurs. On y remarquait également quelques patrons sociaux.

Présidée par M. l'abbé COLOMBAR, aumônier de la J. O. C. F., cette réunion fut extrêmement intéressante. Après des rapports étudiés de Mlle BLIN au nom de la J. O. C. F.; de ROUSSELET au nom de la J. O. C.; d'André COLIN au nom du Syndicat des Employés, et de J. REGNAUD au nom des Cheminots, M. l'abbé COLOMBAR fit l'exposé du plan de la C. P. T. C.

L'auditoire s'intéressa vivement aux idées essentielles du plan d'étude se poursuivant dans des séances ultérieures.

### LANGRES Avis important.

A partir de Juin prochain, une permanence sera installée au n° 3, rue DES URSULINES, A LANGRES. Nos camarades y trouveront un membre du Bureau pour les accueillir, chaque mercredi, de 15 h. 15 à 19 h. 15. Le local servira désormais de lieu de réunion.

### LONGUYON Assemblée générale du 4 avril.

La réunion a lieu dans une salle de l'Hôtel de Ville.

Séance ouverte à 20 h. 45, sous la présidence du camarade DARDENNE vice-président régional.

Notre camarade BARBE, Président du Groupe muté à Charleville, nous dit tous ses regrets de nous quitter.

Notre président d'honneur se fait l'interprète du Groupe, en remerciant le départ de BARBE, tout en le félicitant de l'avancement qui lui est donné.

Le secrétaire par son rapport moral, montre la bonne marche du Syndicat. Ensuite, par quelques chiffres précis, le Trésorier nous expose la situation financière florissante du Groupe.

Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

DARDENNE commente ensuite les deux rapports et fait un exposé de la situation actuelle, nous montrant le travail accompli par le Syndicat Est et la Fédération.

## Réseau Etat

### LE MOT DU SECRETAIRE

Mes chers camarades,

Voilà que vient de prendre fin la période des Congrès qui, chaque année, absorbe notre activité durant de longues semaines, de Février à Mai, et nous détourne aussi, plus longtemps, que nous le voudrions, de notre grande besogne de propagande et de pénétration.

Maintenant, rendus tout entiers à notre tâche normale, nous allons reprendre l'action interrompue aux derniers jours de l'été.

Tout d'abord, dans nos Groupes, vont se tenir, des réunions générales au cours desquelles seront commentées par des militants locaux ou régionaux les directives arrêtées par les récents Congrès de Nantes et de Paris. La propagande individuelle va reprendre, tenace, méthodique, loyale surtout, guidée par un souci constant de ne gagner à la Cause que des convaincus.

De leur côté, les Secrétaires de Secteur vont reprendre, eux aussi, leur activité dans le vaste cadre de leurs régions respectives où ils auront à consolider et à élargir les positions acquises à la veille

Le bureau pour 1936 est constitué comme suit :

Président : MARTIN Jean; Vice-Président : VARLOTEAU Charles; Trésorier : CHEZEAUX Eugène; Secrétaire : BEAUJAN Raymond; Secrétaire-Adjoint : BLAUDIER Henri.

Receveurs :

Vole : LOUP André; Dépôt : ANDRE Augustin; Gare : BEAUJAN R., COLMEZE, S. E.; RODRY Augustin; Isolés : NICLOUX Maurice.

Membres : DIDIER Alfred; ANDRE Marie; LHOTEL Gaston; MOUGE- NOT André.

Notre nouveau Président remercie l'Assemblée de la confiance qu'elle lui témoigne et l'assurance de tout son dévouement.

Après examen de diverses questions, séance levée à 23 heures.

### LONGWY Réunion du 4 avril.

Séance ouverte à 20 h. 30 sous la Présidence de BOUBEL qui rend compte du Congrès de Réseau à Paris.

Le Secrétaire parle ensuite des ajustements de pourcentage des Décrets-Lois. De nombreuses réclamations sont présentées.

Des diplômes d'honneur sont remis aux camarades BELISSANT, DUCHENE, MARIE, LETTRE, VAUTRIN.

Séance levée à 22 h. 45.

Le secrétaire : R. BARRIER.

### PONT-SAINT-VINCENT Réunion du 19 avril.

Séance ouverte à 17 h. 15, sous la présidence de notre Président Régional, HAUQUARD et des membres du bureau.

De nombreux camarades assistent à la réunion.

Compte rendu et lecture du Rapport du Congrès Est par notre camarade Trésorier CHAMBEY, qui a assisté à ce Congrès.

Remise par notre Président Régional d'un diplôme d'honneur au Secrétaire du Groupe. Ce dernier exprime sa satisfaction et continuera, par le passé, à faire son possible pour satisfaire tous les camarades du Groupe.

Séance levée à 19 heures.

Le secrétaire : LEQUY.

### TROYES Réunion du 13 mars.

Séance ouverte à 18 h. 30.

Le camarade HANS fait un exposé de la situation actuelle et parle de la visite que nous a faite le président général M. Gaston BURTE, accompagné du camarade DRACH.

Des dispositions sont prises pour que notre Syndicat local reprenne rapidement son activité.

Pour cela, chacun paiera très régulièrement ses cotisations, répondra aux convocations qui lui seront adressées et prendra comme règle d'amener un nouvel adhérent dans le courant de l'année.

Nos militants feront un sérieux effort; ils compteront sur la bonne volonté de chacun.

Le Bureau a été constitué comme suit : Secrétaire général : HANS Marius, 31, boulevard Blanqui, Troyes.

Secrétaire Exploitation : ANDRIOT Groupe Scolaire Paul-Bert.

Secrétaire Traction : MAHIEU Aimé, rue Bénard-Bodlin, La Chapelle Saint-Luc.

Trésorier : JEANDEL Gabriel, 6, rue de l'Indépendance, Sainte-Savine.

Trésorier adjoint : HERTZOG Ocard, 97, avenue Gallien, Sainte-Savine.

Secrétaire adjoint pour les questions d'Assurance Accidents, Mutuelle familiale, Actionnariat : BODIER Roger, Rue Trouvassot, Troyes.

Pour payer régulièrement vos cotisations dans les premiers jours de chaque mois, adressez-vous, pour la Gare de Troyes à JEANDEL et MASSING, gare de Troyes; Preize à ANDRIOT. Dépôt à MAHIEU et HERTZOG, isolés à WEISS Emile.

### VAIRES-TORCY. A tous nos camarades cheminots.

Vous savez qu'à Brou, Avenue Jean-Jaures, il y a, à votre disposition, la Coopérative des Cheminots.

Allez vous rendre compte des prix pratiqués, de la qualité de la marchandise offerte sans obligation de faire des achats et votre simple comparaison vis-à-vis du Commerce local suffira à vous édifier.

Aucune pression n'est faite sur nos camarades Cheminots, mais être coopérateur, c'est être également syndicaliste.

Le Conseil d'Administration laisse à chacun le soin, la bonne volonté d'y adhérer et n'insiste pas non plus pour démontrer l'utilité d'une Coopération bien achalandée régulant les prix vis-à-vis du Commerce local.

Que chacun se permette de réfléchir sur ce qui se passerait si cette organisation purement cheminote n'existait pas ou venait à disparaître.

Il résultera de ces réflexions que votre intérêt personnel est d'y adhérer. Plus il y aura de sociétaires, meilleures seront les conditions de vente.

Il se peut que certains détracteurs se plaisent, soit par maladresse, par ignorance ou défaut de justice, d'autres par intérêt ou influence, à émettre contre la Coopération des opinions tendancieuses et défavorables. Que ces derniers prennent garde et restent très circonspects dans leur jugement s'ils ne veulent attirer quelque désagrément.

A ceux là, mes amis sociétaires, opposez votre confiance dans la nouvelle Gérance et le Conseil d'Administration actuel.

Continuez sans relâche votre action bienfaisante en faisant souscrire aux isolés une adhésion (versement unique 100 fr., mensuel de 25 francs.), rapportant 5 0/0 l'an et donnant plein droit, au prorata des achats, à la répartition des bénéfices.

La devise de la Coopérative est celle-ci :

Tous pour chacun et chacun pour tous. Cheminots, faites votre devoir.

Un Administrateur.

la grande rafle de trainards et de déserteurs dont les dernières Tribunes nous ont donné l'imposant résultat. Une multitude de Cheminots restent encore inorganisés malgré l'Unité ou le plus souvent, à cause d'elle. Cette multitude qui cherche sa voie et manifeste son indépendance à l'égard d'Amsterdam et de Moscou, doit normalement trouver chez nous la satisfaction de toutes ses aspirations. Sa conquête est une simple question de propagande : on nous connaît encore trop mal et souvent pas du tout !

A l'œuvre donc, mes chers camarades, tous, chacun dans sa sphère, dans son milieu et selon ses moyens. Dites-vous bien qu'en servant la Cause du Syndicalisme Chrétien, c'est celle du Syndicalisme tout court que vous servez et un meilleur avenir que vous préparez à la corporation.

Secrétaire général : André PAILLIEUX.

### CONCOURS

Un concours pour l'admissibilité à l'emploi d'Elève-Bureau du service actif des Gares des Chemins de Fer de l'Etat, aura lieu le 27 août 1936. Le nombre maximum des candidats qui pourront être admis, se répartissant sur les différents Arrondissements, est de 50.

Les candidats devront être âgés de plus de 15 ans et de moins de 20 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1937. La limite inférieure est abaissée à 14 ans en faveur des parents d'agents du Réseau.

Nous ne pouvons prendre part à ce concours que les fils d'Agents du Réseau en activité, retraités, réformés ou décédés, les petits-enfants, frères, neveux, petits-neveux des Agents en activité, retraités ou réformés, quand ils sont à la charge de ces Agents et habitent avec eux, et les orphelins de guerre.

Les demandes d'admission à ce concours devront être adressées au Chef de l'Exploitation des Chemins de Fer de l'Etat, 13, rue d'Amsterdam, Paris, avant le 9 juillet 1936.

Pour tous renseignements complémentaires et notamment pour le programme du concours, consulter l'Ordre du Jour numéro 7 du 16 avril 1936.

### LA ROCHE-SUR-YON Réunion du 4 avril.

Le camarade CAMPER fait un compte rendu très détaillé du Congrès de Nantes. Des félicitations lui sont adressées ainsi qu'au camarade CHEVOLLEAU, Président du Syndicat.

Pour représenter le Syndicat de La Roche-sur-Yon au Congrès Fédéral, CAMPER est de nouveau désigné.

En raison du petit nombre de camarades qui assistaient à cette réunion, la lecture du rapport MOGE sur l'Unité, est remise à une prochaine séance.

Le secrétaire : CAMPER.

### SAINTES Réunion du 19 mars.

Sous la présidence du camarade GEOPFROID, un certain nombre de Cheminots et de Cheminotes se réunissent en vue de procéder à la fondation définitive du Syndicat Professionnel des Cheminots de Saintes.

Après la lecture et l'adoption des statuts, les membres du Bureau du Syndicat sont désignés. Sont élus : Président : MAGAUD; secrétaire, Mlle PERRIER; trésorier, HER.

### SAINTES Réunion du 7 avril.

Au cours de cette réunion, le camarade MAGAUD, Président du Syndicat, délégué au Congrès de Nantes, a donné le compte rendu de cette importante manifestation de l'Union Etat. Il a souligné l'activité déployée et le travail accompli par l'Union au cours de l'année 1935.

Un certain nombre d'adhésions ont été recueillies. Il est décidé que les membres du Syndicat se réuniront une fois par mois.

MAGAUD.

### NIORT Réunion du 6 avril.

Après lecture de la correspondance reçue, le camarade DUPUIS, délégué du Syndicat au Congrès de l'Union Etat à Nantes, fit un exposé très clair et très vivant des travaux de cette importante manifestation ainsi que des résolutions prises et des vœux adoptés.

Le secrétaire : NOUREAU.

### CAEN Réunion du 8 avril.

Les camarades DELAUNEY, PIERRE et LEGUILLOUX, délégués au Congrès de l'Union Etat à Nantes donnent le compte rendu de cette manifestation.

GARNIER, après avoir indiqué les interventions du Bureau du Syndicat de Caen et les résultats obtenus, demande aux camarades présents de se livrer à une

active propagande, surtout auprès des jeunes. Un échange de vues a lieu ensuite pour la formation d'une section.

Le secrétaire de séance : E. RESTOUS.

### ARGENTEUIL Réunion du 9 mai.

Sous la présidence de notre camarade BONNAMY, ancien Secrétaire de l'Union Etat, assisté de nombreux amis qui étaient venus l'accompagner, entre autres notre Secrétaire Général PAILLIEUX, un nombre respectable d'adhérents et de sympathisants avaient répondu à l'appel du Bureau pour venir entendre notre camarade GARNIER, Secrétaire du Secteur de Caen.

BONNAMY, salué par les acclamations unanimes de la salle, dans une courte allocution, remercia les assistants et passa la parole au conférencier.

GARNIER, avec son éloquentie puissante et convaincante, nous fit un exposé clair et précis sur l'Unité Syndicale. En matière de conclusion, il termina par un vibrant appel en faveur du Syndicalisme Chrétien.

M. QUICLET, Président de la J. O. C., exposa ensuite le travail accompli dans les Organisations de la Jeunesse Ouvrière, en vue de les guider vers un esprit de Justice et de Paix sociale, gage de Paix mondiale.

Les deux orateurs furent chaleureusement applaudis.

Le secrétaire adjoint.

### Sortie annuelle du 28 juin.

Nous vous rappelons notre sortie familiale annuelle du dimanche 28 juin.

Retenez bien cette date... et tous à Neuville-sur-Oise ce jour-là !

Les inscriptions seront reçues aux adresses suivantes :

A la permanence, 5, rue de la Liberté, les Dimanches de 8 à 11 heures et les Lundis de 20 à 21 heures.

Les autres jours de 18 à 20 heures, chez M. Berger, 14, rue de Rochefort et chez M. Lucet, 6, rue Gambetta.

Ne tardez pas à vous faire inscrire, les listes doivent être closes le 10 juin.

Le Bureau syndical.

### TRAPPES Réunion du 29 avril.

Notre camarade FEURGARD, président cette réunion ou l'on entend un exposé du camarade PAVEE, Secrétaire du Secteur, sur les travaux du Congrès de l'Union Etat à Nantes.

Différents renseignements sont ensuite donnés sur l'Assurance-Accidents et la Mutuelle Familiale.

A l'issue de cette réunion, les assistants ont renouvelé leur confiance à l'Union Etat et à la Fédération et se sont engagés à faire une active propagande auprès de leurs camarades de travail pour faire connaître notre organisation.

Une permanence est installée, 7, rue de l'Etang, le Premier Samedi de chaque mois, de 20 à 21 heures.

Le secrétaire de séance.

### LE MANS Réunion du 4 avril.

A cette réunion, présidée par le camarade BECAM, lecture est donnée du compte rendu du Congrès de Nantes, présenté par SOULARD, délégué du Syndicat ainsi que l'exposé des revendications qui y furent étudiées.

MENEAU, Secrétaire du Secteur, retraça la physionomie de cette manifestation et insista sur la nécessité d'intensifier tout particulièrement la propagande.

Pour terminer, des échanges de vues eurent lieu sur quelques revendications particulières aux camarades appartenant aux services de l'Exploitation et du Matériel.

La prochaine réunion a été fixée au Samedi 2 Mai.

Le secrétaire : COURTOIS.

### Reunion du 2 mai.

Présidence du camarade BECAM.

Après la lecture de la correspondance reçue du siège, le camarade DURAND est désigné pour représenter le Syndicat du Mans au Congrès Fédéral, auquel MENEAU assistera également comme Conseiller Fédéral.

Après l'examen de quelques questions diverses particulières à certains Services ou à certaines catégories d'Agents, il est rappelé aux camarades qui veulent profiter des prix d'été pour les achats en commun de charbon, de passer leurs commandes d'urgence en même temps qu'ils doivent remettre leurs réquisitions de transport.

Nous leur souhaitons une longue retraite et leur adressons nos plus vives félicitations.

Une délégation de quatorze membres du Syndicat d'Hellemmes a assisté au Congrès de l'Union Régionale des Syndicats Libres de la Région du Nord à Tourcoing, le dimanche 29 mars.

Le Congrès de la Fédération des 8, 0, 10 mai. Maison du Peuple, rue Hermel à Paris, a reçu une délégation de dix membres du Bureau syndical d'Hellemmes-Lille.

F. LECAT.

## Réseau P.-O.

La transformation des groupes locaux en Syndicats locaux, conformément aux décisions du Congrès des 14-15 mars se poursuit activement. C'est ainsi qu'actuellement, les Groupes de Angers, Bordeaux-P.-O., Limoges, Nantes, Paris, Saint-Nazaire se sont constitués et déclarés en Syndicats locaux. D'autres Groupes, Capdenac, Vierzon sont en démarches pour se constituer; d'autres encore s'en occupent activement.

Nous tiendrons nos camarades au courant dans les prochains numéros.

G. L.

### VISITE SYNDICALE

Le Secrétaire général adjoint LANSON s'est rendu le 17 mai à Saint-Nazaire pour visiter ce Groupe et lui donner toutes instructions sur la bonne marche du nouveau Syndicat local constitué dans cette ville.

Le Secrétaire général s'est rendu le 24 mai à Bordeaux et a fait une visite aux syndicats locaux.

H. G.

### Avis important

Prière de noter que la nouvelle adresse du Secrétaire Général du Syndicat P. O. est la suivante, depuis le début de mai 1936 :

HENRI GILLET  
17, boulevard Saint-Marcel  
PARIS XIII<sup>e</sup>

Toutes communications doivent lui être adressées à cette nouvelle adresse, qui n'est pas celle du local syndical qui se trouve : 14, Boulevard Saint-Marcel, à Paris V<sup>e</sup>.

### BORDEAUX-P.O.

En conformité des décisions prises par le Congrès du Syndicat P. O. des 14-15 mars à Paris, notre groupe a tenu une réunion générale le 14 mai à Bordeaux-Estade. Après lecture et approbation des statuts du nouveau Syndicat local, celui-ci a été constitué et le bureau ci-après a été formé :

Président : BARBARY, Chef de Gare à Bordeaux-Passerelle.

Vice-Président : SIMON, Homme d'équipe à Bordeaux-Bastide.

Secrétaire : FERRIE, Chef de district à Bassens.

Trésorier : GOASQUEN, Employé principal à l'Arrondissement, Exploitation.

Secrétaire-adjoint : LABADY, Ouvrier aux Ateliers de Bordeaux-Saint-Jean.

Trésorier-adjoint : BRUNAUD, Facteur-mixte à Bordeaux-Passerelle.

Correspondant-Délégué à l'Actionnariat : PETREAU, Homme d'équipe à Bordeaux-Bastide.

Désormais, les réunions mensuelles auront lieu très exactement les deuxièmes jeudis de chaque mois à la maison cantonale à Bordeaux-Bastide.

Le nouveau Bureau fait un pressant

appel aux camarades pour qu'ils assistent nombreux à ces réunions; plus nous serons nombreux, plus elles seront intéressantes. Amenez vos amis et même vos amis cheminots. Faites de la propagande pour faire connaître notre doctrine, qui peut et doit avantageusement rivaliser avec celles des autres Organisations syndicales.

Le Président : L. BARBARY.

### VITRY-SUR-SEINE

A la réunion générale du 20 mars, les syndiqués sont nombreux pour entendre le compte rendu du Congrès du P.-O. fait par le secrétaire. Un trésorier local de l'Actionnariat est désigné : c'est CHARENTON, président de notre groupe, qui remplira cette fonction en plus de sa charge de Président; après un échange de vues sur la PRIME ROWAN, la séance est levée à 19 h. 15.

P. BERTAUD.

### PERIGUEUX

A la réunion du 31 mars, AYMARD, délégué de notre groupe au Congrès du Syndicat P.-O., a exposé ce qui s'y est passé. Tous les présents approuvent unanimement tout ce qui a été fait. Les jeunes camarades MAGE Roland et MAURICE déposent les revendications des jeunes, en prévision du prochain Congrès fédéral, puis LANDRE fait un rapport sur la conférence de POIMBOEUF, Secrétaire Général de la Fédération des Employés, et la séance est levée à 22 h. 20.

P. CHARROIT.

## SERVICE DE SANTE DES CHEMINOTS DISPENSAIRE DENTAIRE

## MESSIEURS LES CHEMINOTS DE PARIS et de PROVINCE

EN ACTIVITE OU EN RETRAITE

souvenez-vous que vous avez vos  
DISPENSAIRES DENTAIRES  
entièrement gratuits

Dans les Dispensaires  
de l'UNION  
Technique Dentaire

vous avez DROIT GRATUITEMENT, ainsi que tous les membres de votre famille, à tous les soins que nécessite l'état de votre bouche : Extractions avec anesthésie, obturations, plombages.

Un service de prothèse dentaire est spécialement créé pour vous Dentiers, couronnes, bridges, appareils sans plaque (ni crochet), sont exécutés à des prix très réduits avec les plus grandes FACILITES DE PAIEMENT

## DISPENSARE PRINCIPAL

(IV. ARRONDISSEMENT)

28 rue de Rivoli 28  
TROISIÈME ÉTAGE

DISPENSARE DU III<sup>e</sup> arr<sup>e</sup> : 51, boul. St-Martin (2<sup>e</sup> étage)

DISPENSARE DU X<sup>e</sup> arr<sup>e</sup> : 141, r. du Fg-St-Denis (2<sup>e</sup> étage)

DIS



## Réunion du 21 avril.

Devant un auditoire de militants, notre camarade DESCAZALS, trésorier du Syndicat de Limoges et délégué par la Région limousine, nous expose l'histoire de la C. F. T. C., sa propagande et son Plan. Il nous invite à l'action auprès de nos camarades et à leur recrutement. Nous lui faisons connaître l'orientation

actuelle de notre propagande s'effectue vers les parents des enfants des écoles libres, car nous les supposons, avant tout, chrétiens, et à ce titre, illogiques de ne pas adhérer au Syndicat Professionnel.

Plusieurs délégués sont désignés pour se rendre au Congrès Fédéral. Séance levée à 22 heures.

## Réseau Midi

## BORDEAUX-MIDI

## Réunion du 5 mai.

Nous avons réuni dix adhésions. Nous avons désigné dix délégués pour nous représenter au Congrès Fédéral de Paris.

Deux fois s'est constitué le grand rassemblement populaire de toutes les forces syndicales existant dans les Chemins de fer. En 1923, pour l'Echelle mobile et les 1.800 francs. En 1925, contre les Décrets. En 1924, les Confédérés, en se retirant sans motif avoué, ont brisé ce magnifique élan libérateur. En 1926, Unitaires et Confédérés réunis nous invitent à renouer notre Union pour réaliser notre Unité avec eux. Nous l'avons dit, nous le répétons. Partisans de la Collaboration des Classes et du Syndicalisme libre, nous ne pouvons pas vouloir d'une décevante Unité syndicale qui serait notre assujettissement à une lutte et

à une dictature des classes que nous réproposons. Mais nous sommes à l'entière disposition de toutes les formations syndicales pour combattre, d'où qu'elles viennent, toutes les atteintes à leur liberté syndicale comme à la nôtre, à leur droit, comme à notre droit de petits travailleurs des petites classes laborieuses au salaire minimum vital et familial.

Le 21 mai, nous aurons notre fête du travail. Des invitations par milliers ont été lancées dans toute la ville à tous les travailleurs.

Nous avons pris note de trois réclamations relatives à la durée excessive du travail dans certains services, aux déplacements et changements d'emploi d'office, aux vêtements fournis par les Réseaux. Tous nos camarades anciens bénéficiaires de la 2<sup>e</sup> classe de voiture comme ex-élèves de bureau ou dames employées, pourront à nouveau jouir, sur leur demande, de la même faveur, quel que soit leur grade.

LAFOURCADE.

## Réseau P.-L.-M.

— Le Bureau de l'Union P.-L.-M. et tous les Syndicats du Réseau présentent au Secrétaire Général BES toutes leurs condoléances et leurs souvenirs émus à l'occasion du deuil cruel qui vient de le frapper en la personne de sa mère.

## Conseil de l'Union

La prochaine réunion trimestrielle se tiendra à Annecy, salle Saint-François, place de l'Hôtel-de-Ville, le DIMANCHE 28 JUIN, à partir de 8 heures. Itinéraire: prendre rue Vaucluse ou rue Royale, quai Eustache-Chapuis et place de l'Hôtel-de-Ville.

Ordre du jour :  
1. Compte rendu du Bureau de l'Union;  
2. Audience à la Direction; compte rendu;  
3. Assemblée des actionnaires; compte rendu;

4. Questions diverses, etc.  
A midi, repas en commun à l'Hôtel de France, rue Sommeiller. Prix : 12 francs, service en plus.

A 14 heures, reprise de la séance de travail.

Pour les Familles des congressistes, le Dimanche matin, visite de la Ville très intéressante : Basilique, vues superbes sur la ville et le Lac. L'après-midi, tour du Lac en bateau à vapeur et ascension du Mont Veveyr avec le téléphérique.

Le lundi, grande excursion en autocars. Voir programme spécial.

Les membres du Conseil de l'Union et les Secrétaires Techniques Réseau doivent obligatoirement assister à cette réunion, ou s'y faire représenter, ou s'excuser en cas d'empêchement absolu.

Les Syndicats ou Groupes locaux sont invités à s'y faire représenter.

Les demandes de congé syndical devront parvenir avant le 15 juin au camarade BES, Secrétaire Général, 9, rue du Lycée, à Clermont-Ferrand.

Les adhésions pour chambres, repas, excursions, etc., sont à adresser AVANT le 15 juin, également au camarade VEYRAT-CHARVILLON Adolphe, à Pont-Neuf-sous-Alery, par Annecy. N'attendez pas le dernier moment.

## A tous nos camarades de l'Union P.-L.-M. et des autres Unions.

A l'occasion de la réunion trimestrielle du Conseil de l'Union qui se tiendra à Annecy, le DIMANCHE 28 JUIN, nos camarades du Syndicat d'Annecy, en accord avec le Bureau de l'Union P.-L.-M., organisent une excursion magnifique à un prix très intéressant.

Cette excursion, qui aura lieu le Lundi 29 juin, est ainsi prévue :

Départ d'Annecy en autocars le matin vers 9 heures. Itinéraire : Annecy-Thonex, le Col des Aravis, Mégeve-Saint-Gervais, Chamonix, Montée à la mer de glace par le chemin de fer à crémaillère du Montanvers. Retour, repas en commun à Chamonix à midi.

Départ de Chamonix vers 15 heures : retour par Le Fayet, Mégeve, les Gorges de l'Arly, Ugine, Faverges, Bords du Lac d'Annecy. Arrivée vers 18 heures à Annecy. Prix de l'excursion : Annecy-Chamonix et retour en autocars, repas de midi à Chamonix compris : trente francs. Pour le trajet Chamonix-Montanvers par le chemin de fer à crémaillère, nos camarades espèrent pouvoir nous faire profiter d'un prix d'environ dix francs.

Ceux qui désireraient se rendre à Chamonix par le train et assister simplement au repas de midi (coût : 10 francs) devront demander leur permis pour Chamonix.

Après nos beaux voyages en Belgique et en Alsace, venez nombreux participer à cette excursion qui, en passant par les plus belles routes des Alpes, vous fera visiter les plus beaux centres touristiques de la Haute-Savoie. Faites connaître notre projet autour de vous.

La veille, c'est-à-dire le DIMANCHE 28 JUIN, nos camarades se mettront à votre disposition pour la visite de la Ville d'Annecy, très intéressante. L'après-midi, tour du Lac en bateau à vapeur, ascension du Mont Veveyr par le téléphérique. Bien entendu, vous pouvez indistinctement participer à l'une ou l'autre de ces deux journées ou à toutes les deux. A votre choix.

II<sup>e</sup> SECTEUR NEVERS

Réunion toujours suivie et intéressante où les questions d'actualité sont suivies et commentées.

Lecture du Rapport Menteur sur l'Unité Syndicale permet un retour sur la magnifique Congrès de Clermont et prépare le Congrès Fédéral pour lequel deux délégués sont désignés.

Enverra deux délégués au Congrès Fédéral.

LE CREUSOT-MONTCHANIN

S'occupe de propagande et d'adhésions.

III<sup>e</sup> SECTEUR BESANCON

Réunion mensuelle du 7 Avril.

Tout d'abord GOUDET donne un compte rendu très complet du Congrès de Clermont-Ferrand.

Ensuite COURBET, Secrétaire de

l'U. R., traite la question syndicale en général et donne les preuves de l'action constante des Fédérations contre les Décrets-Lois, action qu'il ne faut pas sous-estimer.

Il fait ressortir les points particuliers qui permettraient au Syndicat local de prospérer.

Pour les réunions régulières des cotisations, Organisation des réunions mensuelles, mise à l'étude de questions générales et de revendications locales.

Envoi des comptes rendus mensuels au Cheminot de France.

Organisation d'une propagande active et méthodique.

Dates des réunions mensuelles :

Le premier Mardi de chaque mois, salle réservée du Café du Cercle, Rue de Bel-

fort.

Secrétariat Permanent : 9, Rue Mon-

ney.

Les bonnes et fermes résolutions sont prises et donneront des résultats.

## DOLE

## Réunion du 2 mars.

Désignation des délégués au Congrès de Paris et étude des questions à l'ordre du jour de ce Congrès. Des réunions des Commissions techniques ont eu lieu pour servir à des dates différentes pour étude des revendications concernant cha-

que service.

## VALLORBE

## Réunion du 17 février.

Concours de TIXIER, causerie sur l'Humanisation des Décrets-Lois et l'Unité Syndicale. Le camarade BOURDOT est désigné comme délégué au Congrès de Paris et FAIVRE comme receveur et chargé de la distribution des journaux.

## LONS-LE-SAUNIER

Le 3 mars a lieu d'une réunion de la C. F. T. C., TIXIER, se trouvant de passage, a réuni les Syndicats Cheminots. Après une conversation amicale des dispositions ont été prises pour la bonne marche du Syndicat de la localité.

## MORTEAU

Le 12 mars, TIXIER est venu assister à la réorganisation du Syndicat. Après examen de la situation locale, le nouveau Bureau a été ainsi constitué : Président, Bureau a été ainsi constitué : Président : LOUVEY, Vice-Président : SAGET, Secrétaire : GIRARDET, Trésorier : Mlle MOULLET, Receveurs : CURIE et MOUGIN.

IV<sup>e</sup> SECTEUR OULLINS

## Réunion du 23 avril.

AUTIER expose le travail fait au cours du Congrès de Clermont. Il indique les efforts incessants du Bureau de l'Union et de la Fédération pour la réalisation de nos revendications.

Les camarades sont invités à venir nombreux à la réunion de juin au cours de laquelle ils auront le plaisir d'entendre un jeune... notre camarade MENTEUR.

## GIVORS, CHASSE, BADAN

## Réunion du 31 mars.

Très intéressante réunion qui aurait gagné à être plus suivie.

Les manquants ont eu tort, ils auraient suivi avec intérêt les comptes rendus et spécialement celui du Congrès de Clermont-Ferrand; ils auraient eu aussi leur mot à dire sur la vie et l'organisation du Groupe.

Une très prochaine causerie sur l'Actionnariat sera donnée par le trésorier, en attendant, voyez DETARD et prenez un carnet.

## CHALONS

Assemblée générale du 5 février.

Elle a eu lieu à 8 h. 15 dans une salle de l'Hôtel de ville, sous la présidence du camarade REGNAULT, Vice-Président Régional.

Après les paroles de bienvenue du camarade PREVOST, Président du Groupe, REGNAULT passa en revue l'action de la Fédération en vue de faire aboutir les revendications, notamment celles se rapportant aux Décrets-Lois, à la Coordination du Rail et de la Route, etc.

Il examine ensuite le plan de la C. F. T. C., et en fait ressortir les avantages. Il insiste pour que le plus possible de syndiqués soient en possession de ce plan.

Lecture est ensuite faite des comptes rendus moral et financier, approuvés à l'unanimité.

Le renouvellement du Bureau donne lieu aux formalités habituelles. Le camarade MOIN, doyen des syndiqués présents, sortant à la candidature des membres militants qui furent élus à nouveau et auxquels tous nos amis font confiance.

Après examen de diverses questions, la séance est levée à 22 h. 30.

Très belle réunion, que nous souhaitons se voir renouveler tous les mois, et suivie par de nombreux camarades.

## LYON

Réunion du Conseil du 25 Mars.

Le bureau sortant est réélu en entier.

Le camarade TALON, désigné comme

Trésorier Adjoint, sera plus spécialement chargé de l'Actionnariat.

A ce sujet, nous rappelons à tous les syndiqués les bienfaits de l'Actionnariat et engageons vivement ceux qui ne l'ont pas encore fait à prendre un carnet, c'est leur intérêt personnel et une arme excellente, dès le 15 mars, fait ses preuves, pour la défense de nos intérêts professionnels. Les plus petits versements sont acceptés.

Les receveurs qui ne l'auraient pas encore fait sont priés de retourner complétées les listes qui leur ont été communiquées pour mise à jour.

A la dernière réunion de bureau, il a surtout été question des Sections Techniques.

Voici à ce sujet les noms et adresses des Secrétaires des différentes Sections existantes :

Section féminine. — Mlle GOURJON Marie, factrice, 123, Rue Bugeaud à Lyon.

Agents des Gares. — MEUNIER Georges, Commis, 7, rue Colin, à Villeurbanne.

Agents des Trains. — JAUSAUD Léon, Chef de Trains, 283, Rue Créqui, à Lyon.

Service du Matériel et Traction. — VERMOREL Anthelme, Ouvrier, 69, Boulevard de la Croix-Rousse, à Lyon.

Service de la Voie. — FAISAUT Pierre, Cantonnier principal, à Crépieux-la-Pape (Ain).

Services Centraux et Régionaux. — BISBARRE Joseph, Employé principal, 24, Impasse Brachet, à Lyon.

Les camarades ayant des réclamations à présenter sont priés de les faire parvenir au Secrétaire de la Section dont ils dépendent, lequel les fera suivre ensuite au Bureau du Syndicat avec ses observations.

V<sup>e</sup> SECTEUR CLERMONT-FERRAND

La Sortie familiale du Syndicat aura lieu le DIMANCHE 5 JUILLET à Vieu-Comte. Notre Commission des fêtes prépare un programme très intéressant que vous connaîtrez par la voie du Lien Syndical. Retenez donc la date DIMANCHE 5 JUILLET à Vieu-Comte (gare) et venez nombreux des divers Syndicats de la Région.

Nous passerons ensemble une très agréable journée.

MOULINS

Réunion du 31 mars.

Le secrétaire fait un compte rendu très détaillé du Congrès de Clermont.

Un appel pressant est adressé aux camarades en faveur de l'Actionnariat.

En collaboration avec les autres Syndicats de la C. F. T. C., une sortie champêtre est mise à l'étude pour le courant de juin; la date sera fixée ultérieurement ainsi que le programme, notamment un concours de pêche, courses avec divers prix, visite de l'abbaye de Sept-Fonds, etc.

Notre Union locale organise pour le Dimanche 28 juin une sortie familiale à Domptre-Sept-Fonds. Repas champêtre, concours de pêche, séance récréative en plein air, etc. Nous nous promettons de passer une bonne journée en famille. On trouvera sur place le pain et la boisson (vin, bière, limonade).

Venez nombreux et en famille de la région.

SAINT-GERMAIN-DES-FOSSÉS

Réunion du 2 mars.

Nomination d'un Comité provisoire ainsi composé : DAGUENET, PROP-RETA, PELATE, GERBIER, BEAUMET, FARGEAT, ROBERT, LEGRAND.

Les camarades DAGUENET et JOLET participent comme délégués au Congrès de l'Union. Après un appel en faveur de la Mutuelle Familiale, diverses questions d'organisation locale sont étudiées.

Que nos camarades des trains veuillent bien régler leur cotisations à PROFFIT. Ses félicitations sont adressées à VEY, nommé Brigadier de manœuvre à Langéac, pour son avancement et le dévouement qu'il a apporté à la bonne marche du groupe.

Il sera remplacé dans ses fonctions de receveur par notre ami FARGEAT.

VICHY

Réunion de bureau du 1<sup>er</sup> mars.

Etaient présents : GOT, BARD, FERVET, ENJOLRAS, ROBERGEOT, SAUVAT, Excusé : PIERRE.

Trois délégués officiels sont envoyés au Congrès de l'Union. D'autres y participeront. Examen des cotisations. Journaux. Actionnariat. Mutuelle familiale.

Réunion du 6 mars.

Les délégués au Congrès de Réseau sont désignés. Une adhésion est recueillie à la Mutuelle Familiale et le syndicat se fera inscrire comme membre honoraire pour répondre d'une façon pratique à l'appel de la Fédération.

Le syndicat sera abonné également au journal de la C. F. T. C., Syndicalisme.

VI<sup>e</sup> SECTEUR SAINT-ETIENNE

Réunion du 8 Mai.

Le Comité Directeur s'est réuni en vue du renouvellement du Bureau, qui se trouve composé comme suit :

Président : DESSARCE (Exploitation). Secrétaire : DAVID (Exploitation). Secrétaire adjoint : LEYRELOUP (Traction). Trésorier : THEILLERE (Traction). Trésorier adjoint : TEYSIER (Traction).

Conseillers-Receveurs : GEORGEON, MOULIER (Exploitation); GIRY, BONCHE (Traction); DALODIERE (Retraites et Voie).

Plusieurs questions importantes ont été étudiées et de nouvelles adhésions recueillies. La Propagande a fait l'objet d'un échange de vues animé. Le Syndicat utilisera le plus possible les moyens que l'Union Départementale met à sa disposition. CHACOMAC s'est offert avec son amabilité coutumière. Des receveurs actifs et nombreux ont été désignés pour faciliter à nos camarades syndiqués le paiement de leurs cotisations.

Le Syndicat sera représenté au Congrès de Traction à Lyon le 17 Mai.

Adresses du Bureau : DESSARCE, 12, rue Beaubrun; DAVID, 18, rue de Firminy; LEYRELOUP, 10, rue des Sorbiers.

VIII<sup>e</sup> SECTEUR NICE

Réunion du 4 avril.

Séance ouverte à 20 h. 45 au milieu d'une bonne assistance. Le camarade BENT fait un compte rendu détaillé du Congrès de Clermont. Dans ce compte rendu est retracé toute l'activité de l'Union durant l'année écoulée et principalement l'action de notre Organisation à propos des Décrets-Lois. Demande à tous les camarades d'être fidèles aux réunions car plus que jamais l'Union est nécessaire. Donnons par là même plus de force à nos dirigeants, quand ceux-ci présentent nos revendications aux autorités compétentes. Diverses questions furent traitées.

L'Actionnariat Syndical; des Chauffeurs

de route descendus à l'Atelier; des Manœuvres Graisseurs aux Autorails.

Séance levée à 22 h. 30.

X<sup>e</sup> SECTEUR VEYNES

Réunion du 25 mars.

Compte rendu du Congrès de Clermont-Ferrand.

Cet exposé, très précis, fait par notre camarade THOMATY, a été très apprécié.

Les changements suivants sont parvenus dans notre groupement :

Le camarade LUCET, Ajusteur, assurera le travail de Trésorier en remplacement de notre ami BRUN.

Notre Secrétaire COLLET sera remplacé par le camarade BARTHELEMY.

Le Groupe enregistre plusieurs adhésions.

OFFICE DES WAGONS

Assemblée générale du 23 avril.

La séance est ouverte à 18 h. 15, sous la présidence de M. MONTAUX.

La parole est donnée à Mlle GRALLY. Après un exposé de l'action syndicale au cours de l'année, le Rapport nous engage à nous tenir au courant des efforts de ceux qui luttent pour nous défendre, afin de pouvoir répondre aux attaques malveillantes, mais non désintéressées de certains de nos détracteurs.

Mlle MAILLY donne lecture du Rapport financier; la situation est excellente, la gestion est parfaite. Et les membres de la Commission de contrôle adressent leurs félicitations à la Trésorière.

Mlle PARIEL rend compte de la situation de la Caisse d'Actionnariat, qui est des plus satisfaisantes.

Mlle BRISARD nous fait part de la démission de l'ancienne Secrétaire.

Cette nouvelle est accueillie avec calme, et le mépris répondra seul à cette défection.

Quelques précisions sont données sur le transfert de l'O.V. La nouvelle organisation des Services a été demandée par la Fédération, parmi diverses suggestions tendant à réaliser des économies d'ordre général. Toute personne examinant loyalement la question est obligée de reconnaître que ce regroupement s'imposait. Si le Contrôle Commun a été désigné, c'est parce que son inépuisable peut abriter un Personnel plus nombreux qu'il n'en réunirait après la fusion des deux Services.

De ces changements, le petit Personnel a tout à gagner, car il trouvera ailleurs des échelles moins engorgées et un champ bien plus large à l'avancement.

Une démarche a été faite dernièrement à la Direction des Chemins de Fer pour qu'il soit tenu compte des convenances du Personnel pour son transfert dans les Réseaux ou autres Organismes.

Le bureau est ainsi constitué :

Secrétaire : Mlle GRALLY; Secrétaire adjointe : Mme BAPFAUT; Trésorière : Mlle MAILLY; Trésorière adjointe : Mlle LE QUERRER; Membres : Mmes et M. BOULANGER, DECHENE, FAUCHER, JANYVIER, LARONNE, MONTEIL, MONTMORY, PARIEL, SERRES et TROSLER; Conseiller Fédéral : Mlle FAUCHER; Conseiller suppléant : Mlle LABONNE; Déléguées pour le Congrès : Mlle PARIEL, Mlle MONTMORY et Mlle FAUCHER; Actionnariat : Mmes TROSLER et PARIEL; Mutuelle : Mlle LABONNE, Mlle DECHENE; Commission Féminine : Mmes GRALLY et BOULANGER; Commission de Contrôle : Mmes LERONDELLE et DES-SART.

M. BURTE, Trésorier de la Fédération, donne ensuite quelques renseignements au sujet des principales revendications en cours et répond à plusieurs questions qui lui sont posées.

La séance est levée à 19 h. 20.

La Secrétaire de séance.

Carnet familial

NAISSANCES

On nous fait part de la naissance :

De Yvette GUILLIOT, fille de notre camarade du Groupe de Romilly.

De Jean RACLOT, fils de notre camarade du Groupe de Romilly.

De Colette BOCAERT, fille de notre camarade Marcel et petite-fille de Gustave DORRE, Président du Syndicat de Lens-Avon.

De Anne-Maïs LACROIX, fille de notre camarade du Groupe de Givet.

De Cécile VIGREUX, fille de notre camarade du Groupe d'Épernay.

De Jean CROMBEZ, fils de notre camarade du Syndicat de Lens-Avon.

De Michel HAMEAU, fils de notre camarade du Syndicat de Lens-Avon.

De Christiane BRUYERE, fille de notre camarade du Syndicat de Nice.

De Yolande BECOT, fille de notre camarade du Syndicat de Lyon.

De Odette PARIAD, fille de notre camarade du Syndicat de Paray-le-Monial.

De Claude DUPRE, quatrième enfant de notre camarade du Syndicat de Lyon.

De Agnès BERTRAND, fille de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.

De Olga RICHARD, fille de notre camarade du Syndicat de Moulins.

De Pierre COURTEL, fils de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.

De Raymond BONNARDE, fils de notre camarade du Syndicat de Moulins.

De Marie-Thérèse OLIVIER, fille de notre camarade du Syndicat de Valenciennes.

De Maurice RICHARD, fils de notre dévoué camarade de Bobigny.

De Gabriel POIMBEUF, troisième enfant de notre dévoué camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

De André SION, fils de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

De Bernadette COMAN, fille de notre camarade du Groupe de Verdun.

De Jean LADAIQUE, fils de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

De Marcel COMBES, fils de notre camarade du Syndicat de Paris-Midi.

De Daniel DUVAL, fils de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

De Roger LEVERE, troisième enfant de notre dévoué Trésorier du Syndicat de Bézières.

De Bernadette BENOIT, fille de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

De André MARSOLAN, fils de notre camarade du Syndicat de Bordeaux-Midi.